

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 15 JUIN 1978 - N° 749

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

BREST: LES 8000 DE L'ARSENAL OCCUPENT

Lire nos informations en page 12

RENAULT



LES DIRECTIONS SYNDICALES VIVEMENT CRITIQUÉES PAR LES TRAVAILLEURS

• Les débrayages de mardi peu suivis • Flins : l'atelier des presses toujours occupé • Douai : un délégué mis à pied

Lire en page 7

Liban

Retrait sioniste au Sud, Provocation phalangiste au Nord

Tony Frangié, fils de l'ancien président de la République, a été assassiné mardi par les Phalangistes, dans le nord du Liban. Lui et son père partageaient pourtant avec les Phalangistes, la même haine à l'encontre de la Résistance palestinienne, dont ils ont toujours souhaité l'élimination. Mais Frangié entretenait d'importantes relations avec les Syriens, dont il avait appuyé, durant la guerre du Liban, l'intervention dès lors qu'elle menaçait la Résistance.

Aujourd'hui, au-delà d'un règlement de comptes au sein de la droite, les Phalangistes qu'arme Israël, visent donc sans doute, en s'en prenant à Frangié, la présence syrienne elle-même.

Au moment où les sionistes effectuent un retrait tactique au Sud, les Phalangistes escomptaient ainsi allumer l'incendie par le Nord, espérant à nouveau entraîner la Résistance palestinienne dans les conflits internes au Liban, en vue de la liquider.

Lire en page 10

Un paysan breton interné

Gildas Le Coënt, paysan de Trébivan était réfractaire au remembrement sur sa commune. Ses adversaires, soutenus par une municipalité PCF l'ont tout simplement fait interner. La loi de 1838 rend toujours service.

Le Rhône asphyxié

80 % des poissons de la partie du Rhône située en amont de Lyon sont asphyxiés, enfouis sous des tonnes de boues. Non, ce n'est pas PUK. C'est la vidange réglementaire du barrage de Génissiat.

«Aide» au Zaïre : la corde et le pendu

L'«aide» au Zaïre sur laquelle les Occidentaux pourraient se mettre d'accord dans la mesure où ils surmontent certaines de leurs contradictions, fait figure de corde qui soutient le pendu. Ceci à l'heure où le social-impérialisme soviétique, qui étend son agression en Afrique, regarde le Zaïre comme un fruit mûr.

Lire en page 9

Barre : remède de cheval

Invité mardi soir de la conférence-débat des *Échos*, Barre n'a fait que préconiser à nouveau le remède de cheval qu'il administre aux Français depuis deux ans. «*Enrichissez-vous*» disait Guizot au 19^e siècle. «*Travailler, épargner, innover, exporter, tout le reste n'est que bavardage*» dit Barre. Pas question de desserrer un seul instant l'étau qui étouffe les travailleurs, au contraire. Il faut être compétitif, et pour cela ne pas augmenter «*exagérément*» les salaires, donner toute latitude aux patrons pour exploiter et si les entreprises ont des difficultés, il faut les saborder, tout simplement. Il ne s'agit pas de changer de système, Barre l'a dit, «*mais d'infléchir les comportements individuels*». Dans le sens d'une passivité que les travailleurs rejettent, et ils le montrent !

● Une image que les travailleurs commencent à bien connaître hélas, une image qui reste dans les mémoires, une image qui, même répétée, suscite la même révolte, le même sentiment de rage, une image qui fait peur, une image qui fait serrer les poings : celle des files noires des CRS marchant contre les travailleurs en lutte. C'est l'image qui restera gravée dans la mémoire des occupants de Flins et de Cléon, comme elle reste gravée dans la mémoire de tous ceux qui ont eu à faire face à l'ordre noir de la bourgeoisie. Écoutez les habitants de Faverge, près de Malville, écoutez les vieux ouvriers du Puy, écoutez tous ceux qui se trouvent confrontés pour la première fois aux CRS : à tous vient la même réflexion : « C'est comme pendant la guerre, c'est comme les nazis ». Image outrancière certes, mais qui exprime bien comment sont vus les CRS.



CRS : L'ORDRE NOIR DE LA BOURGEOISIE

Qui sont-ils donc, ceux que la colère populaire associe spontanément aux sinistres troupes d'occupation, comment sont-ils organisés, qui les commande, qui s'en sert ?

Les CRS, ce n'est d'abord qu'une partie des forces de répression aujourd'hui. Le décompte global est énorme : la police nationale regroupe au total quelques 110 000 hommes, dont 83 000 policiers en uniforme, 20 000 en civil, et 7 000 « administratifs ».

À ces 110 000 hommes, il faut encore ajouter les 76 000 gendarmes dont un grand nombre sont organisés dans la gendarmerie mobile, destinée elle aussi au « maintien de l'ordre », comme ils disent...

LEUR SPÉCIFICITÉ

La spécificité des CRS, créés par un décret du 8 décembre 1944, c'est d'être uniquement consacrés aux opérations de maintien de l'ordre... De quel ordre s'agit-il ? Écoutons Ponia-towski, exaltant le rôle des CRS le 13 décembre 74, à l'occasion de leur 30^e an-

niversaire : « Les compagnies républicaines de sécurité ont contribué à sauver la république en 1947 au moment des grèves quasi insurrectionnelles. Elles ont fait de même en 1968 avec, dans l'ensemble, un sang froid et une maîtrise d'elles-mêmes telles que des événements de cette ampleur ont été contenus sans que le sang coule !!! S'opposer aux grèves, défendre les gouvernements de la bourgeoisie, voilà donc la mission, l'unique mission de ce corps répressif.

Comment sont-ils organisés pour cela ? Il y a au total à peu près 15 000 CRS, répartis dans 60 compagnies. Il faut y ajouter deux compagnies, stationnées en Guadeloupe et à la Réunion.

L'implantation des 60 compagnies républicaines est prévue de telle sorte que chaque ville importante, et notamment dans les régions ouvrières, puisse être investie en un temps record. Ainsi la « couverture » de Paris est prévue de la manière suivante : les compagnies de Quincy, Lagny, Deuil, Vaucresson, et Massy peuvent intervenir en une demi-heure. Dans un laps de temps de deux heures, des renforts peuvent parvenir des compagnies implantées à une centaine de kilomètres de la capitale : celles d'Orléans, Joigny, Troyes, Reims, Saint Quentin et Rouen.

DEPLACEMENT RAPIDE

Il faut d'ailleurs signaler que les nouvelles casernes qui se construisent le sont en bordure des autoroutes, pour faciliter la rapidité des déplacements.

Chaque compagnie dispose d'une autonomie organisationnelle, c'est-à-dire qu'elle dispose en elle-même de tous les moyens d'interventions : cars de

transport évidemment, mais aussi engins blindés, bulldozers, motos, etc... Une compagnie compte environ 230 hommes, répartis en 6 sections : 4 sections d'intervention, une section hors rang (administration), et une section motocycliste.

Outre les capacités d'interventions très rapides et leur autonomie, les CRS ont une autre spécificité : ils sont un corps de répression particulièrement politisé.

NIVEAU CULTUREL BAS

Rien ne sert d'épiloguer, comme le font les partis de gauche, sur ce que sont les CRS « dans le civil ». Encasernés, vivant toujours ensemble, soit lors des fréquents et longs déplacements, soit dans leurs casernes, les CRS forment un corps à part. Le niveau culturel est bas, comme le prouvent les coefficients des examens d'entrée : le saut en hauteur avec élan et la course de 100 mètres comptent plus que la « rédaction sur un sujet d'ordre général ». Ce n'est qu'au bout d'un an que le CRS devient titulaire, avec pour cela deux simples formalités : qu'il possède un permis de conduire, et qu'il accomplisse 50 mètres à la nage. Pour le reste, l'éducation est entièrement remise aux mains des gradés, qui eux-mêmes viennent du rang pour la plupart. Jusqu'à ces derniers mois, il restait cependant un point commun entre les CRS et les travailleurs : celui du salaire. Au terme d'un décret entré en vigueur le 1^{er} janvier 78, les choses ont changé : au salaire de base s'ajoutent les primes de transport, les primes de risque et les primes de sujétions (les horaires sont parfois longs) ; au total, un CRS perçoit un salaire d'environ 4 500 F par mois.

SUR ORDRE

Au contraire des autres policiers, qui sont affectés à différentes missions, les CRS interviennent uniquement sur ordre. De ce point de vue, les règles sont très strictes : c'est le ministre qui donne l'ordre d'emploi des compagnies. Toutefois, les préfets de région peuvent disposer des CRS, dans les limites de leur région. Exceptionnellement, les préfets départementaux peuvent se servir des CRS, dans la limite de leur département.

C'est donc l'autorité politique qui décide des interventions, et toute intervention des CRS a un caractère politique. De ce point de vue, le caractère de force de répression directement politique s'est encore accru : il n'y a plus maintenant de commandants de CRS, il y a des « commissaires de CRS ». Les mots ont ici une signification précise : les actions de CRS devaient auparavant être dirigées, ou supervisées, par un officier de police judiciaire (flics ou maires). Dorénavant, les chefs de CRS ont eux-mêmes cette « qualité », et peuvent faire comme ils l'entendent sur le terrain.

Bien évidemment, les CRS ne sont pas des SS. Parce que la bourgeoisie française n'a pas mis en place un régime fasciste. Il n'empêche. Avec les compagnies républicaines de sécurité, la bourgeoisie a su mettre en place un corps de répression entièrement sous ses ordres, abondamment équipé, disposant d'une extrême mobilité, et prêt à tout, comme ils l'ont montré à Montredon. Ceux de Montredon, ceux de Flins, ceux qui seront cet été sur les plages, ce sont les mêmes. Ce sont les bras armés du capital.

Nicolas DUVALLOIS

Les mesures concernant l'épargne

UNE MESURE SURTOUT POLITIQUE...

● Pendant quelques jours, le gouvernement a fait grand tapage autour de l'épargne. A l'en croire, tout le monde allait devenir actionnaire. Qu'en est-il au juste ? Rappelons les décisions prises au Conseil des Ministres : les épargnants qui décideront d'accroître leur portefeuille d'actions françaises ou d'en constituer un, pourront, dans certaines limites, ne pas être imposés sur les fractions de leur revenu qu'ils consacreront à ces achats... Les dividendes relatifs à des actions émises « à l'occasion d'augmentations de capital » pourront être déduits de l'assiette de l'impôt sur les sociétés pendant 7 ans (au lieu de 5). « Puis création d'actions à dividende prioritaire et des prêts participatifs », destinés principalement aux cadres.

Les intentions du gouvernement, qui sont en même temps un aveu, sont claires : le ralentissement de l'économie mondiale, l'obligation où se trouve notre économie de se développer pour s'adapter aux nouvelles conditions internationales, les difficultés financières des entreprises, rendent nécessaire l'accroissement de leurs fonds propres « c'est-à-dire les capitaux mêmes des capitalistes ».

Mais de quoi s'agit-il en fait ? Un dispositif de plus, de ceux promis par Barre le 19 avril à l'assemblée nationale. Qui vise-t-il ? Au plan économique, cela paraît bien peu de choses par rapport à la réforme des structures annoncée depuis très longtemps et présentée le 19 comme l'un des moyens « d'extirper le virus inflationniste ». L'Etat depuis bien longtemps, s'est doté de tous les

moyens possibles pour orienter l'épargne vers les « besoins industriels » et ces derniers ne rajoutent rien d'essentiel. Alors de quoi s'agit-il ? D'une part à créer en quelque sorte « ce climat » qui rend propice les affaires, c'est-à-dire qui encourage les « capitalistes à investir ». Car sinon aujourd'hui on ne voit pas, tant au niveau national qu'international, ce qui pourrait bien les inciter à le faire.

En plus, il s'agit de tranquilliser certains patrons qui, une fois l'euphorie suscitée par l'annonce de la libération des prix retombée, se sont aperçus qu'elle les visait, qu'elle visait à terme leur élimination.

Une manière finalement de soigner les plaies en leur donnant « leurs chances » c'est-à-dire des capitaux pas trop chers pour réaliser les nécessaires res-

structurations, pour retrouver une compétitivité de plus en plus problématique pour certains.

Enfin, à propos du souhait du gouvernement « qu'un grand nombre de Français investissent directement dans l'industrie », il vise ici l'épargne populaire. Pour le moins, il s'agit là d'une opération politique à laquelle nous sommes habitués : une nouvelle tentative d'actionnariat ouvrier ou encore « de participation plus large aux résultats de l'entreprise », c'est-à-dire proposer à nombre de salariés, d'associer leur destin à celui de l'entreprise qui les emploie.

C'est là un mythe derrière lequel la bourgeoisie court depuis longtemps. Le plus fameux exemple de ces tentatives surannées a été la participation, instituée en 69. Enfin les ouvriers allaient être associés à la direction des entreprises. Enfin ils allaient être actionnaires ! Lamentablement, la tentative a avorté : tant les ouvriers savent aujourd'hui que la « participation », ce n'est qu'un peu plus d'argent pour eux, mais toujours autant de profit pour les patrons. Il en est même, tel Michelin, qui parviennent à multiplier leurs profits tout en prouvant qu'ils n'ont pas fait de bénéfices, et donc que les ouvriers n'ont pas droit à la participation !



De 68 à 78, dans l'équipement seuls les ranger's ne changent pas.



Le PCF et les femmes

EN RETARD SUR LE MOUVEMENT DES MASSES

Ces militantes du PCF y dénonçaient le «retard» pris par leur parti sur la question des revendications spécifiques des femmes. Sur ce point, le PCF fait une autocritique... qui ne va pas bien loin : Madeleine Vincent déclare : «nous avons reconnu que des retards avaient existé il y a quelque vingt ans et pendant quelques années en ce qui concerne la contraception et l'avortement».

Retard pendant un temps, sur une question, retard rattrapé depuis plusieurs années, oui. Retard général, non. Il est certes peu périlleux de faire une autocritique sur des positions qui datent de vingt ans. Mais parlons du présent. Quand l'avortement était totalement illégal et que les femmes du MLAC luttait pour l'avortement libre et gratuit, quelle était la position du PCF, sinon de dénoncer le type d'actions du MLAC comme n'étant pas le plus efficace ? Si une loi, très restrictive certes, mais autorisant l'avortement dans un certain nombre de cas, a été votée en 1974, est-ce à cause de cette lutte des femmes ou des protestations parlementaires du PCF ?

Sur les revendications spécifiques des femmes, tout ce qui fut dit à cette réunion concernait :

— la loi sur l'avortement et la revendication du remboursement par la Sécurité sociale. Mais pas question du mot d'ordre d'avortement libre et gratuit, que le PCF a toujours refusé de reprendre à son compte ;

— «l'égalité totale dans la législation civile et sociale». Qu'a fait le PCF pour cela ? «Nos députés ont fait à l'Assemblée nationale une proposition très im-

portante». Ah, diable, laquelle ? «Celle de créer une commission spéciale pour établir une loi générale d'égalité». N'insistons pas.

Pour le reste, il s'agit uniquement d'affirmer avec virulence que les revendications des femmes étant liées à celles des travailleurs, il faut que les femmes adhèrent au PCF, etc.

Mais ce qui ressort le plus de ces deux pages de *L'Humanité*, c'est l'attaque haineuse contre les groupes femmes. Les procédés habituels sont employés : on parle des «moyens mis par les mass média, pour gonfler leurs initiatives»,

manière d'affirmer, sans le dire franchement, que ces groupes arrangent bien le pouvoir giscardien. On y apprend de la bouche de Marchais que «l'activité de ces groupes consiste à tenter de capter la révolte légitime des femmes, des jeunes femmes contre les inégalités, pour la faire porter contre «l'homme» en général», une position tellement caricaturale qu'elle ne risque guère de convaincre les militantes du PCF dont certaines se trouvent parfois dans ces groupes, qui sont, selon Madeleine Vincent, «placés sous la houlette de la Ligue Communiste et du Parti socialiste, pour porter

de l'eau au moulin de la social-démocratie».

Il paraît que depuis les élections, le PCF voulait être présent sur tous les terrains de lutte, y compris ceux sur lesquels il n'avait pas été brillant jusque-là. On l'avait déjà vu, dans la période la plus récente, en porte-à-faux par rapport au mouvement de masse qui se développait pour le boycott de la Coupe du Monde de football. Aujourd'hui, il condamne avec une vigueur rarement atteinte un mouvement de masse qui se développe en dehors de lui. Tant il est vrai que le mouvement des masses ne l'intéresse que dans la mesure où il peut le manipuler. Mais cessons. Comme disait Madeleine Vincent : «Toutes ces crieries sur notre prétendu retard n'ont-elles pas pour objectif de masquer notre place d'avant-garde sur la question des femmes comme sur les autres ?».



Une avocate incarcérée à Fleury-Mérogis

L'amorce d'une campagne contre les droits de la défense

M^e Denise Toinel-Tournois, avocate inscrite au barreau de Paris depuis huit ans, a été inculpée de sortie irrégulière de correspondance d'un établissement pénitencier, et écrouée lundi à Fleury-Mérogis, alors qu'elle rentrait de vacances. La police, qui enquêtait sur une affaire de hold-up, affirme avec force détails, détenir la preuve que l'avocate servait de «boîte aux lettres» entre son client lui aussi incarcéré à Fleury-Mérogis et une bande de malfaiteurs. En particulier, une

lettre où le détenu, Marcel Séjourné, confirmerait ce rôle.

L'avocate, dont les collègues font remarquer que la police, habituellement avare de détails, est devenue prolixe sur cette affaire, en donne un autre éclairage : elle avait été commise d'office pour la défense du truand et avait cessé de le visiter, en raison de son insistance à vouloir faire passer des lettres, précisément. Le détenu l'assiégeait littéralement (120 lettres envoyées en un an) et s'était

vu renvoyé celles qui étaient manifestement destinées à des tierces personnes.

Elle signale aussi que l'arrestation des complices de Séjourné (qui auraient fourni la «preuve»), s'est faite sur dénonciation du détenu...

Quoi qu'il en soit, tous ceux qui ont quelque connaissance du monde judiciaire savent que le passage de lettres par le canal d'avocat — le passage à la censure est ainsi tourné — est chose fréquente et dans l'immense majorité

des cas bénigne.

Pourquoi ce tapage soudain autour d'une affaire qui survient après la garde à vue de l'avocate de Mesrine, après le refus des avocats français de Klaus Croissant d'être soumis à la fouille, après la violente campagne menée en Allemagne contre les avocats, aboutissant à la radiation de dizaines d'entre eux ?

Le fait que Denise Toinel soit sympathisante de l'Union des jeunes avocats n'y est peut-être pas étranger.

Animateurs en grève à Saint-Denis : la municipalité ferme les centres

Ils sont 150, employés par la municipalité de Saint-Denis dans des centres de loisirs où les enfants des familles populaires sont accueillis après l'école, le mercredi... Embauchés sous contrat temporaire, travaillant avec des horaires élastiques pouvant monter à 50 heures pour un salaire ne dépassant pas 2 000 F, risquant de voir leur paie se modifier au gré d'un changement de centre, ils en ont assez et se sont mis en grève pour la journée du mercredi.

Ils exigent leur embauche définitive, des salaires décents et un statut. La municipalité PCF a distribué un tract dans les boîtes aux lettres pour dire qu'elle soutient ces revendications. Mais en même temps elle a fermé les centres et refusé toutes les revendications des grévistes.

Le PCF et les municipales partielles «Voter socialiste, c'est faire le jeu de la droite»

«Ou bien, en votant pour les listes du Parti socialiste qui refuse l'union ils font le jeu de la droite et de la grande bourgeoisie, et favorisent l'entreprise de division de la gauche. Ou bien en votant pour les listes présentées par le parti communiste français, ils agissent...». Telle est la conclusion originale d'un communiqué du BP du PCF daté du 13 juin en s'adressant aux élections d'Aix-en-Provence, Flers et Briançon, où se déroulent dimanche prochain des municipales partielles.

Le PCF s'y déclare aussi «inquiet» de la situation qui a prévalu à St-Malo. Il a en effet de quoi s'inquiéter : sans hésiter, tous les électeurs du PC ont «fait le jeu de la droite», lors de l'élection partielle qui vient de s'y dérouler.

Nouveau programme socialiste

Le programme commun étant mort (forclos dit Mitterrand), le PS s'attelle maintenant à la mise au point d'un nouveau programme. Ce qui s'avère singulièrement compliqué compte-tenu des luttes de tendances qui traversent aujourd'hui le parti social démocrate. Malgré tout, le PS se met à la tâche. Premier temps de la fabrication du nouveau programme socialiste : un questionnaire, qui doit être parvenu dans toutes les fédérations avant les vacances. Pour mettre au point ce questionnaire, une commission, présidée par Mitterrand lui-même. Pour faire fonctionner cette commission, des groupes de travail, autour de grands thèmes (et des grands leaders) : «L'homme et le travail», animé par Pierre Joxe, «l'homme et le temps libre», avec Michel Rocard, «l'homme et le pouvoir» avec Pisani, «la France et le monde» avec Jospin, et «les crises de société et l'analyse de la crise du capitalisme» animé par Delors. Quand les groupes de travail auront réussi à s'entendre en commission, le texte sera envoyé aux militants pour que ceux-ci se prononcent. Enfin, c'est une convention nationale qui doit trancher, aux alentours du mois de février 79.

Boycott de la Shell : l'UFC condamnée en appel

La Cour d'Appel de Paris a confirmé mardi le jugement du 5 avril qui avait condamné l'Union Française des Consommateurs pour son appel au boycott. Sur le fond, la cour a retenu l'argumentation de Shell France : la cargaison de l'*Amoco Cadiz* appartenait à Shell International et le pétrole était destiné à l'Angleterre. Que Shell France soit filiale à 90 % de Shell International n'a pas gêné les juges.

Ils ont cependant limé les aspects les plus scandaleux du jugement : provision de 10 000 F à verser à la Shell et publication du jugement dans les journaux, aux frais de l'UFC. Le pollueur récompensé, c'était un peu gros.

**abonnez-vous
abonnez
vos amis**



**LA CARTE D'ABONNÉ AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT**

A un abonnement à :

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCR ml.
- *Pékin Information*.
- *La Chine en construction*.
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

et à un livre ou un disque au choix :

Le tome V de Mao Tsé-toung.

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communard* (Paule Lejeune)
- + *La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran).
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFDT, CGT, FENI).
- *La Commune de Paris* (Lissagaray).
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)
- *Salaire aux pièces*
- *L'électro-nucléaire* (CFDT)
- *Nucléaire, danger immédiat*.
- *Les écoles rurales, quel avenir ?*

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou.
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline.
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : *Checca* □ *Chile* □ *Resistencia*
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*.
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

**Sur présentation
de la carte «abonné-ami»
du Quotidien du Peuple**

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Nom (en capitales).....
Prénom.....
Ville.....

Date :

- Abonnement normal 350 F □
- Abonnement de soutien 600 F □
- ... F □

Mode de versement : - en une fois □ - en trois fois □

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

QUESTIONS OUVERTES AUX MILITANTS J.C.

Camarades,

Il y a peu, il est vrai que c'était en pleine campagne électorale, Georges Marchais appelait la jeunesse de ce pays à lui écrire, oubliant manifestement que Noël était passé ! *Avant Garde* se faisait l'écho chaque semaine de «l'abondant courrier» ; à l'en croire le standard SVP était bloqué au local du MJCF.

Depuis, les élections sont passées et... n'ont rien changé. Plus qu'une victoire de la droite, les législatives de 78 ont sanctionné la défaite de la gauche, et par là même, celle de la stratégie du PCF d'arrivée au pouvoir dans le cadre d'une «Union de la gauche rééquilibrée autour d'un programme bien réactualisé». Aujourd'hui, le programme commun est mort et enterré. PS et PCF ne font plus d'effort pour cacher leur division derrière des accords de façade, comme celui du 13 mars. Chacun se désigne comme responsable et est prêt à remettre ça, dans une rivalité ouverte pour 81 et 83.

Aujourd'hui aussi, des centaines de lettres et de pétitions parviennent à la direction du PCF, de l'UEC et au journal *L'Humanité*. Elles émanent de militants qui s'interrogent sur la ligne suivie, contestent le fonctionnement anti-démocratique en vigueur dans le PCF, refusent le «modèle soviétique», réfléchissent au projet de société de leur parti.

Mais cette fois-ci, pas plus *Avant Garde* que *L'Humanité* n'a trouvé de place dans son courrier pour publier ne serait-ce qu'une de ces lettres. C'en est fini des «lettres à Georges Marchais» dans *Avant Garde/Salut les Copains*.

La publication de correspondances qui prétendaient hier rendre compte du soutien de la jeunesse aux propositions du PCF, s'avère aujourd'hui non conforme aux règles de fonctionnement, et n'être envisageable qu'avant les congrès... Ainsi le silence de la direction des débuts a fait place à la volonté très nette de minimiser les contradictions, «d'enterrer la contestation», «ils ne sont qu'une douzaine» disait Marchais, et puis à l'insulte et à la menace : «Ils servent la droite, ils veulent affaiblir le parti, organisent des fractions». Pour étouffer le débat, Marchais et Catala en appellent aujourd'hui aux statuts, eux qui annonçaient l'abandon de la dictature du prolétariat aux militants par voie de télévision...

A la JC, les désaccords, s'ils ne prennent pas la forme de lettres publiques, n'en sont pas moins réels aussi. Bien avant les élections déjà, vous étiez nombreux à réclamer des débats sur la vie démocratique dans votre mouvement, sur sa ligne politique. A ceux qui prenaient le temps d'en discuter, on répondait par l'envoi d'un émissaire du secrétariat fédéral, appelé «agent régulateur» qui venait remettre les choses en bon ordre, et indiquer que le moment n'était pas venu pour discuter de tout cela. En témoignent vos camarades du cercle JC d'Ivry, qui à leurs critiques sur les adhésions bidons et le racolage à la fête de l'*Avant Garde 77*, se sont vu répondre qu'il y avait mieux à faire... en préparant les législatives !

Ainsi, de municipales en fête d'*Avant Garde*, de fête d'*Avant Garde* en législatives, le moment n'est jamais venu pour discuter. Au lendemain du 19 mars, n'a-t-on pas une nouvelle fois aussitôt lancé les militants qui restaient mobilisés dans vos cercles dans la préparation de la fête 78 de votre journal ?

Mais maintenant, est-il encore possible d'attendre et de se taire ? Les critiques et les désaccords n'ont-ils pas pris une ampleur telle, que ce qui est en cause est bien la nature politique de la JC.

Une organisation où la vie démocratique n'existe pas, où les positions politiques sont parachutées, automatiquement calquées sur celles du PCF, sans qu'elles donnent lieu à débats ou à consultations, une organisation passoire où régulièrement des cercles disparaissent, où la politique de développement tient plus du démarchage et du racolage que de la véritable adhésion pour l'action et la lutte politique, une organisation qui ne vend son journal qu'à une minorité de ses adhérents, où l'éducation est un privilège réservé aux responsables fédéraux, une organisation qui, alors qu'elle revendique des dizaines de milliers d'adhérents, ne voit la plupart d'entre eux qu'une fois l'an, pour leur vendre la carte, une organisation où règne l'apolitisme, et qui voit son activité se réduire à la préparation de fêtes et d'échéances électorales, une organisation qui finit par dégoûter de la politique de nombreux jeunes, est-ce là l'organisation pour l'action, pour la lutte, l'organisation de jeunes révolutionnaires que vous voulez construire ?

Mais plus graves encore, sont les positions politiques de vos dirigeants qui vous conduisent à vous opposer de front à l'élan spontané, à la mobilisation de la jeunesse.

Alors que des milliers de jeunes désignent comme responsables de la marée noire la société Shell et la course au profit capitaliste, vous proposez platement comme garantie qu'une telle catastrophe ne se reproduise plus, de nationaliser les compagnies pétrolières...

Alors que la jeunesse s'oppose au programme nucléaire de la bourgeoisie, votre organisation demande, elle, son accélération, entend livrer la centrale nucléaire de Kœberg aux racistes d'Afrique du Sud, et traite les manifestants de Malville de provocateurs...

Alors que dans les quartiers populaires, les jeunes se font assassiner par les flics, luttent contre le quadrillage, ou les services d'ordre musclés aux portes des concerts, votre organisation demande, elle, l'installation de commissariats de police !

Alors que par dizaines de milliers les gens de ce pays dénoncent le fascisme en Argentine, appellent au boycott du Mundial, véritable opération politique de la junte de Videla pour changer son image de marque et masquer les massacres et la torture, vos dirigeants, eux, déclarent sans honte que le boycott est le meilleur moyen pour oublier l'oppression du peuple de ce pays et programmer la retransmission en direct sur grand écran des matchs à la fête d'*Avant Garde*. Ils estiment que «la torture n'est le fait que de certains militaires», - le peuple argentin appréciera sans doute la nuance -, et concluent que l'Argentine n'est pas fasciste, que Videla, celui-là même qui vient d'organiser le massacre de milliers de travailleurs dans ses prisons est un «militaire partisan d'une ouverture démocratique». Allez-vous vous laisser saisir les mains, par de telles prises de positions qui, outre le chauvinisme sans retenue qu'elles affichent, sont le produit de basses manœuvres politiciennes visant à empêcher la popularisation de l'idée du boycott alors que les jeux olympiques doivent se tenir à Moscou en 80... ?

Comment peut-on dénoncer à juste titre l'intervention de notre impérialisme en Afrique et dans le même temps «oublier» pudiquement la présence de militaires cubains, tchécoslovaques, de RDA et d'URSS sur le sol africain ?

Comment peut-on encore scander «Cuba si» alors que ce pays envoie ses mercenaires faire la guerre aux peuples comme en Érythrée ? Comment peut-on encore user du mot socialisme pour ce pays des hôpitaux psychiatriques et de la misère qu'est l'URSS, où les travailleurs n'ont même pas droit au syndicat libre.

Camarades,

Ce sont de ces questions ainsi que de tant d'autres que nous vous proposons de discuter fraternellement avec nous. Dès maintenant, associez-vous aux actions que nous engageons, contre le fascisme argentin et toutes les interventions impérialistes en Afrique.

**Union Communiste de la Jeunesse
Révolutionnaire**

**Rebelles n° 10
va paraître
prochainement**

Au sommaire de ce numéro notamment :

- Un dossier sur les contradictions au sein de la JC (table ronde avec des militants JC, interview de responsables de cette organisation).
- Marée noire : poursuite de la mobilisation
- Suite du dossier : «L'énergie, pour quoi faire ?»
- Lutte des peuples : Érythrée, Zaïre, Argentine.
- Introduction au dossier Mai 68.
- Lutte de la jeunesse, dans les quartiers, dans les lycées et CET.
- La vie, les luttes de cercles UCJR, à Paris, en province.
- Poèmes...

Pour tout contact, écrire à Rebelles,
57 rue Ordener, 75018 Paris

Manufrance

«Un peu d'air pour les patrons»

MAIS TOUJOURS 334 LICENCIEMENTS

Les pouvoirs publics ont finalement débloqué entre 5 et 8 millions de francs, pour faciliter le plan de redressement de Manufrance. Bien que cette somme soit très nettement inférieure à celle demandée au départ par M. Gadot Clet, PDG de Manufrance, celui-ci s'estimaient satisfait : «Après une discussion honnête, nous avons fait un marché honnête. Le ministre de l'Economie ne prend aucun risque en donnant sa chance à Manufrance», a-t-il déclaré en sortant de son entrevue avec Monory.

Cela dit, pour les travailleurs, ce plan signifie toujours 334 licenciements, 30 départs en préretraite, et ce que la direction appelle la «renégociation d'avantages acquis exorbitants» ! Il s'agit entre autres d'heures de compensation, que le nouveau directeur assimile également à des congés payés supplémentaires et non légitimes ! Il n'est pas aussi avare sur le chômage partiel, dont la plus grande partie des ouvriers de fabrication à Manufrance seront victimes une fois de plus, pendant deux mois cet été.



Quant à la municipalité de gauche, principal actionnaire, c'est surtout les questions de la structuration future de Manufrance qui l'inquiètent : «La municipalité demeure contre la seconde solution du plan Gadot-Clet, passant par une holding avec des sociétés distinctes... Ce n'est qu'un saupoudrage. Ces 5 à 8 millions ne serviront qu'à empêcher Manufrance de pourrir tout de

suite. Nous n'avons pas la possibilité d'un montage financier nécessaire à la relance de l'entreprise tel que nous le souhaitons. C'est un peu d'air qui permet de respirer tout au plus mais qui, en tout état de cause, ne saurait sauver le malade» a déclaré Joseph Sanguedolce, maire PCF de Saint-Etienne.

Pour lui, et il l'a déjà affirmé très clairement, on

ne peut pas prendre le risque d'un conflit très dur à Manufrance. Et c'est bien ce qui risque d'arriver si d'autres licenciements s'annoncent. C'est en cela que l'aide accordée par les pouvoirs publics est jugée insuffisante par le PCF : elle ne garantit pas suffisamment la municipalité, principal actionnaire de Manufrance, contre une lutte qui, effectivement, serait très dure.

Touzot Halbert (Paris 13^e)

3 SEMAINES POUR 5 % AH, NON MERCI !

«C'est pas maintenant qu'on va reprendre. Je préfère aller vendre des cacahuètes plutôt que de travailler pour le patron.

3 semaines pour 5 % alors qu'on a perdu 100 000 francs, ah non merci !»

Aujourd'hui, elles sont 6 à être restées dans les locaux étroits de l'entreprise Touzot-Halbert, 6 autres sont partis un peu partout pour populariser l'occupation et faire des collectes.

Mais qu'y a-t-il de si extraordinaire pour ces 10 femmes et 2 hommes qui occupent leur entreprise depuis le 19 mai ? Car ce ne sont pas les occupations qui manquent en France bien que la presse bourgeoise n'en parle guère. Et puis, une petite occupation comme celle-là, enfoncée dans les vieux quartiers du 13^e mis en quarantaine par les tours de la rénovation, n'a-t-elle pas tout pour se faire oublier ?

POUR LES GENS DU QUARTIER

He bien non ! D'abord les gens du quartier ont vu fleurir un beau jour cette banderole «Touzot occupé» alors que depuis 14 ans la vitrine restait blanche et l'entreprise mystérieuse pour les habitants du coin : «Vous savez, on voyait des livres, et puis c'était tout», «moi je croyais que c'était le dépôt d'une très grande librairie» nous confia encore une voisine à l'âge de la retraite. «Depuis 1946 que la maison existe on n'était jamais venus à protester. Mais depuis que le fils du Comte Louis de Goureff a

repris les affaires en 76, ça ne va plus. On n'a pas été augmenté depuis deux ans et vous avez vu l'état des locaux ! Ça faisait trois ans qu'il nous faisait des promesses, maintenant on attend de voir».

Dans 110 m², 12 personnes s'occupent de la réception, du tri et de l'exportation de milliers de livres en grande partie pour le ministère des Affaires Etrangères. Mais le patron est si radin que le personnel est obligé d'être polyvalent. «Nous devons aussi bien porter des colis très lourds que faire le ménage».

Les salaires ne sont pas bien élevés, surtout pour l'é-

dition. L'emballeur est à 1 900 F par mois et l'employée de maison n'atteint pas les 2 500 F net au bout de 18 ans de présence ! «Pour augmenter les salaires, il n'a jamais d'argent, mais il est toujours prêt à donner des primes avec des plafonds de chiffre d'affaires à atteindre. Vous parlez qu'on n'en a jamais !» Leur colère est bien légitime. De toutes façons pour elles, c'est un dû — un vol — qu'il faut récupérer. En face, le Comte, appartenant à l'une des «200 grandes familles» fortunées de France, est un PDG comme on en rencontre bien souvent dans ces petites maisons. Il ne fait jamais de bénéfice, prétend-il, les affaires marchent mal. Encouragé par les déclarations de guerre de Barre, le voilà qui laisse planer la menace du dépôt de bilan. En tous cas, elles sont prêtes à la guerre. Dès février, elles s'étaient toutes syndiquées à la CFDT «à la CGT, où elles se sont adressées en premier lieu, ils n'ont pas voulu de nous, on était trop petit pour eux». Elles ont élu leurs délégués et avec le soutien de l'UL, le syndicat c'est devenu leur affaire. Elles ont fait des tracts

elles-mêmes, sont allées voir des entreprises à côté. D'ailleurs ici le téléphone sonne sans arrêt. Parfois un client, le plus souvent on vient aux nouvelles, on propose des initiatives. Des télégrammes de soutien sont affichés un peu partout sur la vitrine, venant de tous les coins de Paris.

Le secret de leur réussite ? La participation de toutes aux actions et aux décisions du syndicat et leur confiance dans l'avenir avec le travail de popularisation qui a été fait et les réactions de sympathie qu'elles rencontrent partout.

«On attend mercredi la commission paritaire. Si le patron ne s'y rend pas, il faudra envisager d'aller plus loin». Elles étaient restées longtemps «si sages, et si tranquilles» comme l'a déclaré le patron, mais depuis ce jour où elles ont dit «assez» les idées courent vite dans leurs têtes et ce n'est pas fini.

Elles ont besoin de votre soutien. Pour les contacter tél de 9 h à 17 h 30 au 583 62 02.

Corr. Paris 13^e

Tanneries du Puy et de Bort-les-Orgues

L'incertitude et le chantage continuent

Mardi, les syndicats CGT et CFDT des Tanneries de Bort les Orgues et du Puy avaient convoqué les travailleurs pour leur rendre compte des deux dernières réunions qu'ils avaient eues sur l'avenir des Tanneries, en particulier avec M. Folberth, nouveau PDG.

surtout, aucune garantie n'est donnée sur la durée de vie de la nouvelle société. Au contraire, la direction tente un chantage qui peut se résumer ainsi : si la boîte ne tourne pas rond, rien ne garantit qu'elle sera encore ouverte en septembre !

Théoriquement, la «rivière» devait reprendre ce mercredi. Cela dit, depuis des semaines les 115 ouvriers non licenciés restent de fait sans travail : ils refusent qu'il y ait un déséquilibre entre les produits (en particulier les peaux) qui rentrent et qui sortent de l'usine, et la direction ne veut pas de ces conditions.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'incertitude est toujours aussi grande. Bien sûr, la direction a légèrement augmenté le nombre de travailleurs qu'elle se propose de réintégrer progressivement : 34 au lieu de 30, dont deux délégués, sur les 15 qui font partie des 170 travailleurs licenciés. Notons au passage que le CE, qui aurait normalement dû statuer sur la demande de licenciements de ces 15 délégués, n'a toujours pas eu lieu : il ne se réunira que la semaine prochaine. Par ailleurs, ces 34 «réintégrables» perdent toute ancienneté, même s'ils conservent leur indemnité de licenciement ! Et

Devant l'incertitude et le chantage qui redoublent, les tanneurs se méfient des prétendus reculs de la direction. Ils continuent à être vigilants. L'annonce de la remise en route de la rivière, et de la réintégration possible de 34 licenciés, c'est vraiment trop insuffisant pour qu'ils estiment avoir gagné la partie !



Amiens : les CRS au supermarché

C'est en plein jour, à 15 h 30, samedi dernier, que les CRS ont évacué les piquets de grève qui s'opposaient à l'ouverture des portes de l'hypermarché Delta, à Amiens. Depuis le 9 juin, 70 % du personnel était en grève pour les 2 400 F, la cinquième semaine et l'amélioration des conditions de travail. Après cette intervention policière, de nouveaux travailleurs ont rejoint la grève !

Grève à DBA : le patron déménage les machines

L'usine Sico, au Mans, étant en grève, la direction n'y est pas allée par 4 chemins : elle a fait déménager par un commando des machines, et a même annoncé qu'elle ferait la même chose dans d'autres usines qui se mettraient en grève.

Fêtes des Bouches du Rhône
le week-end dernier
organisée par le Quotidien du Peuple
et l'Humanité Rouge

● Une fête populaire ● Un succès

La fête populaire organisée dans les Bouches-du-Rhône, le week-end dernier par *Le Quotidien du Peuple* et *L'Humanité rouge* a connu un plein succès. Depuis plusieurs semaines, les militants et de nombreux sympathisants s'étaient mobilisés pour faire de cette fête un large succès populaire. Les discussions avec les travailleurs de nombreuses entreprises, les interventions sur les marchés, les cités, aux portes des usines ont suscité l'enthousiasme de tous ceux qui participaient à la préparation de la fête. Les efforts ont été pleinement récompensés par la présence et la participation de nombreux travailleurs, jeunes et femmes. Parmi les quelque 600 participants, de nombreuses familles venues avec leurs enfants.

UNE FÊTE POPULAIRE

«C'est vraiment une ambiance de fête populaire» nous ont dit plusieurs participants. Une fête populaire avec ses moments de détente avec la participation des enfants qui exposaient fièrement les travaux de peinture qu'ils avaient réalisés à la garderie.

Une fête populaire avec ses discussions permanentes aux nombreux stands des Amis de la Terre de Marseille, de la Librairie des Femmes, de l'agence de Presse 13, de la Librairie Populaire de Lyon, du Clistact, et de nombreuses organisations étrangères et bien sûr autour des stands du *Quotidien du Peuple* et de *L'Humanité rouge*.

Quel parti ? Quelle société socialiste ? Quels désaccords avec le projet du PCF ? Ce sont quelques-unes des questions abordées aux stands des fédérations du PCMLF et du PCRml.

FORUMS ET DEBATS

Des questions soulevées et débattues plus en profondeur au cours des forums-débats, souvent

trop courts pour en aborder tous les aspects : le forum sur la ville et la lutte des femmes a marqué l'ouverture de la fête avec des témoignages de travailleuses de l'hôpital de la Timone, très actives dans la dernière grève, de femmes de la ZUP de Martigues regroupées autour de la lutte au sujet de l'implantation d'un centre commercial.

Avec une camarade de la commission femmes CFDT, c'est l'importante question de la participation des femmes à la lutte syndicale qui a pu être débattue.

Comme dans les autres forums sur les luttes, les nombreux témoignages ont montré la nécessité et la volonté de s'unir pour faire aboutir les luttes. Les échanges d'expérience, de luttes entre les travailleurs de la CFEM et d'Ugine-aciers de Fos, de l'entreprise Alsthom, de la Proma (Aubagne), des thermes (d'Aix en Provence), des travailleurs de Solmer, de la réparation navale et de nombreux travailleurs immigrés, ont prouvé cette volonté de mieux se connaître, de rompre avec l'isolement dans lequel l'exploitation capitaliste tente de nous enfermer. La vente directe de fraises et de cerises par les petits paysans allait aussi dans ce sens.

L'assistance nombreuse autour du forum sur mai 68 animé par Alain Delale a bien montré que cette période n'est pas oubliée par les travailleurs. Comme l'a souligné l'intervention centrale, la bourgeoisie a tort de croire que «Mai 68, c'est fini».

DES LUTTES PORTEUSES D'ESPOIR

Devant les nombreux participants très attentifs, Joël Perret, membre du Bureau politique du PCRml a notamment souligné dans l'intervention commune : «Les ouvriers de Renault semblent bien avoir donné le départ d'une nouvelle période de luttes importantes. Ils ont en

tout cas montré au grand jour que la classe ouvrière ne sort pas abattue des élections. Elle a fort heureusement beaucoup plus de ressources que tous les Marchais, Mitterrand, Rocard réunis, même aux plus beaux jours de leur unité de façade. Et ce renouveau inquiète beaucoup tous ceux qui craignent le dicton : quand Renault s'enrhume, la France éternue.»

Et de montrer que tous les états-majors syndicaux et des partis de gauche et de droite se trompent lourdement en s'imaginant que les résultats des législatives signifieraient que les travailleurs n'ont rien compris. Bien au contraire, les nombreux mouvements de lutte sont porteurs de beaucoup d'espoirs : «Les mouvements qui ont fait défaut avant les élections, permettent à la classe ouvrière d'obtenir quelques revendications pour, au moins dans l'immédiat, limiter les effets nocifs de l'exploitation capitaliste ; mais pour la classe ouvrière ces mouvements sont avant tout l'occasion d'apprendre à s'organiser contre cette société, d'apprendre à combattre sur le terrain revendicatif, mais aussi d'approfondir sa conscience politique de classe d'avant garde... pour en finir avec la bourgeoisie et marcher vers le socialisme.» Longuement applaudi, Joël Perret a souligné la nécessité de renforcer et de construire avec les marxistes-léninistes «ce parti communiste de plus en plus puissant dont nous avons besoin.» D'où l'importance du débat entre les marxistes-léninistes ! «Un pas important a été fait pour l'unité des marxistes-léninistes à l'occasion de la campagne commune pour les législatives et dans les discussions qui ont précédé (...) des discussions politiques se sont depuis poursuivies en vue d'envisager la constitution d'un parti marxiste-léniniste unique.»

Plusieurs militants du PCF étaient aussi très attentifs à cette intervention. Cette fête s'est conclue par un bal populaire et un débat avec des militants du PCF, sur lequel nous reviendrons. Encouragés par la satisfaction des familles populaires, tous ceux qui avaient préparé cette fête ont écouté avec attention les critiques permettant de l'améliorer, afin qu'elle devienne une véritable tradition, contribuant à mobiliser toujours plus l'énergie de tous ceux qui veulent en finir avec le capitalisme, en préparant dans leurs luttes d'aujourd'hui la France socialiste de demain.

Caen

Saviem, Moulinex, Rufa...
un millier de manifestants

LA LUTTE A L'ORDRE DU JOUR

Mardi 14 h, sur le parking de la Saviem, les premiers groupes d'ouvriers se formaient à la sortie du poste du matin, en vue de la marche appelée par l'Intersyndicale de l'usine. On se comptait : finalement, ce sont quelque 400 ouvriers, la plupart en bleus de travail, qui prenaient les cars ou leur voiture pour descendre dans le centre de Caen.

Là, ils retrouvaient une centaine d'ouvriers de chez Rufa, en grève depuis la veille. Une majorité d'ouvriers turcs et maghrébins bloquent le secteur «presses application» — secteur névralgique — de cette grosse entreprise de bâtiment de l'agglomération de Caen, pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

Puis se joignait au rassemblement plus d'une centaine de travailleurs et

travailleuses de Moulinex qui venaient de tenir meeting aux portes de leur usine.

Pas de prise de parole, pas de ces discours fleuve de quelques permanents syndicaux. A peine arrivés, c'est près d'un millier de travailleurs en tout qui formaient un cortège qui allait arpenter les rues du centre ville.

Mais alors qu'on pouvait imaginer qu'il ne s'agirait que d'un défilé promenade de plus, comme tant de journées d'action, la manifestation a pris une toute autre signification. Ces permanents syndicaux comptaient bien avoir fait les choses dans les règles de l'art : leur maigre cordon de tête avait bien tenté, d'entrée, de faire reprendre l'éternel «union, action, négociations», d'autres mots d'ordre s'imposaient rapide-

ment dans les délégations ouvrières, notamment la Saviem, avec «union, action, occupation !»

Puis d'autres slogans, largement repris et fortement scandés, comme «élections, pièges à cons, Saviem et Moulinex sont dans la rue !», attestant qu'à peine 3 mois après la comédie électorale, c'est une volonté de lutte et une combativité retrouvée qui anime la frange des travailleurs actifs de ces entreprises. Ce sont eux qui ont donné à cette première manifestation ouvrière d'après les élections son caractère dynamique et vraiment offensif.

C'est déjà un premier pas de franchi, auquel l'engagement de la lutte chez Renault a largement contribué.

Corr. CAEN

SPLI (Rennes)

PLUS D'UNE SEMAINE D'OCCUPATION

Jeudi dernier, les ouvrières de toutes les usines de l'île et Vilaine ont manifesté dans les rues de Rennes : une manifestation qu'elles ont trouvée positive. Plus de 1 000 ouvrières dans la rue : «On a pu sentir notre force». «On a pu aussi se connaître, discuter avec celles de Fougères, ou de St Brice en Coglès». «Trop peu pourtant», diront certaines. Il est vrai que les choses ne sont pas simples.

L'usine de Rennes est occupée et le syndicat c'est la CGT ; celles de Fougères et de Brice n'étaient pas encore occupées mardi et c'est la CFDT qui existe là-bas. Comment surmonter cette division syndicale, comment réussir à se rencontrer ? La coordination entre les différentes usines de l'île et Vilaine est sans doute un moyen important pour construire le rapport de forces qui permettra de faire reculer les patrons.

Depuis les manifestations de jeudi, l'occupation se poursuit à Rennes, avec ses difficultés mais aussi ses discussions. Une telle pensée retrouver un emploi à la sortie d'un stage FPA, une autre plus ancienne raconte l'expérience

qu'elle en a. La direction ne cache pas son jeu. Le secteur «lingerie démarquée» va être complètement liquidé. Par contre, elle annonce mardi que cent ouvrières de Rennes pourront être réemployées, sans bien préciser les conditions, pour produire la marque «Huit». C'est une manœuvre de division, c'est sûr, mais que faire ? Aller travailler mais à quelle condition ? Refuser, car les 2/3 du personnel de Rennes ne sont pas repris, pas plus d'ailleurs que celles de Fougères ou de St Brice ? A propos, vont-elles occuper leur usine ?

On en parlait mardi matin.

Sur Rennes, il faut animer l'occupation, car sinon on va se démobiler. Le problème des enfants se pose. Faut-il mettre une crèche en place ? Il y a à constituer un comité de soutien. Déjà plusieurs sections syndicales en sont partie prenante. Il y a la popularisation de la lutte à faire. Mardi encore des ouvrières diffusaient un tract devant les grands magasins du centre. Plusieurs initiatives sont prévues. Une journée portes ouvertes dimanche prochain, un gala de soutien le jeudi 22.

L'AMFP Rouen

projette le film «Karl Kassen»
samedi 17 juin à 21 h au Cinéfrance
rue des Carmes, Rouen

COBA PARIS 11^h, 12^h, 20^h

Pour populariser la lutte du peuple argentin, le comité pour le boycott de la coupe du monde en Argentine 20^h, 11^h, 12^h organise 5 heures sur l'Argentine :

Vendredi 16 juin - 18 h à 23 h
à l'AGECA, 177 rue de la Charonne
M^o Alexandre Dumas
Avec projection film/diapositives,
animations, discussions...
Venez nombreux !!

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Renault

Flins

LES OUVRIERS REFUSENT LES MENACES DE LA DIRECTION

Les ouvriers des presses à Renault-Flins n'ont jamais été aussi nombreux à occuper que la nuit de mardi à mercredi. C'est dire que leur combativité reste intacte et qu'ils ont bien l'intention de maintenir la pression, alors que la direction discute avec les syndicats, ce mercredi après-midi à Billancourt. Le médiateur nommé par le tribunal est aujourd'hui l'intermédiaire obligé entre grévistes et patrons. Mal reçu dans un premier temps par les ouvriers des presses qui marquaient leur méfiance à l'égard

d'une initiative du tribunal chargé de l'affaire, le médiateur l'est tout aussi mal par la direction qui a fait appel de la décision de justice le nommant. Ancien professeur, M. Thouvenot, médiateur de métier, écoute pour le moment les ouvriers des presses avec qui il a passé l'après-midi de mardi. Ce la dit, il n'y a guère d'illusion sur le rôle de ce médiateur.

L'autre problème, qui est posé aux grévistes, est celui de la répression : la réplique aux 83 lettres convoquant les ouvriers

en vue d'entamer une procédure de licenciement a été le refus de se présenter à la convocation. D'autant plus que cette manœuvre de répression est inadmissible, y compris du point de vue du droit bourgeois : une procédure ne peut être engagée durant une grève quand elle vise à un licenciement. L'inspecteur du travail aurait de plus refusé par avance toute mesure de licenciements qui viserait des délégués syndicaux. La direction menace pourtant d'étendre ainsi la répression.

Jeudi la CGT organise

dans les Yvelines une journée d'action sur les salaires, l'emploi, les libertés syndicales, journée clôturée par une manifestation aux Mureaux à 18 h. Elle appelle à un débrayage à Flins le même jour. Il est vraisemblable que le succès de cette journée sera étroitement lié au jugement que portent les ouvriers sur l'action des directions syndicales dans la conduite de la lutte ; en particulier de la CGT qui est directement concernée par cette initiative.

Bernard PELO

Les directions syndicales vivement critiquées par les travailleurs

Dans l'ensemble, les débrayages appelés par les syndicats dans les usines Renault ont été peu suivis. Une centaine à Douai, 10 % à Billancourt, 300 à Sandouville. A Flins, les syndicats n'ont même pas osé appeler à débrayer, de crainte de «ramasser une claque».

Qu'en penser après la puissante mobilisation des ouvriers de la Régie toute la semaine dernière ?

Depuis le début du mouvement, les travailleurs rejettent catégoriquement ces actions-bidon, style «journée d'action» dans lesquelles voudraient les contenir les directions syndicales. Si les débrayages ont été massivement suivis tout au long de la semaine dernière, c'est parce qu'ils pouvaient constituer le moyen de démarrer ensemble un mouvement sur toute la Régie. C'est ce que réclamaient des milliers de grévistes et, avec eux, des dizaines de militants syndicaux de base. Si les débrayages de mardi n'ont guère rencontré de succès, c'est que les travailleurs ont voulu montrer aux directions syndicales qu'ils n'étaient pas dupes de la manœuvre : pas d'enterrement en grande pompe pour la lutte des Renault.

Une fois encore, les directions syndicales ont réussi, tant bien que mal, à faire cesser un mouvement qui s'annonçait extrêmement puissant, chargé de toute la colère accumulée pendant les longs mois de Plan Barre et les années de matraquage électoral. Partout dans les usines de la Régie, les travailleurs étaient prêts, dès maintenant, infligeant un démenti cinglant aux assertions frauduleuses des Maire et des Séguy selon lesquelles la classe ouvrière ne voulait pas lutter.

Les dirigeants syndicaux n'ont pas voulu de ce mouvement ; ils ont tout mis en œuvre pour freiner, cloisonner, saboter cette lutte qui n'entre pas dans leurs projets. Mais cette fois, ils ont eu beaucoup de mal à exécuter leurs sales combines. A Cléon par exemple, ils ont été mis en accusation publiquement à plusieurs reprises ; ceux de la CGT comme ceux de la CFDT. A tel point que mardi, l'un d'entre eux essayait de se justifier au micro devant les gars réunis qui le sifflaient.

Un sérieux bilan devra être tiré par les travailleurs et les militants qui ont résolument pris position pour la lutte. Il ne saurait être question de laisser les choses en l'état. Les responsables de l'échec doivent rendre des comptes.

Gérard PRIVAT



● Pour les travailleurs de Cléon, la journée de mardi a été marquée par toute une série de discussions, qui se sont engagées partout. Déjà le matin, après la manifestation qui s'était déroulée dans les ateliers (voir QdP d'hier), la critique à l'égard des directions syndicales montait une nouvelle fois. «Vous n'avez organisé ni l'occupation ni la popularisation, ni la coordination», affirmait un nombre significatif de travailleurs à l'égard des directions syndicales. La proposition de «poursuivre la lutte sous d'autres formes», notamment par des débrayages jeudi ne trompait personne.

Ce n'est pas encore ce jour-là qu'on pouvait attendre de la direction de la CGT ou de la CFDT qu'elles fassent la moindre auto-critique sur la manière dont elles avaient dirigé l'action. En début d'après-midi, alors que plusieurs centaines de travailleurs s'étaient une fois encore rassemblés sur le parking devant l'usine, Buisson, un des deux principaux responsables de la section CGT a tenté une nouvelle fois de justifier son activité au cours de la grève. Insidieusement, il devait déclarer : «Il y en a qui pensent que si nous n'avons pas obtenu satisfaction, c'est de la faute du syndicat ; mais non camarades nous avons soutenu le mouvement depuis le début. D'autres disent, c'est de la faute des travailleurs qui sont rentrés travailler ; là encore, je dis non. cama-

rades. Ce n'est pas de la faute des travailleurs si l'on ne leur proposait pas d'action capable de recueillir leur adhésion. Si les gars qui travaillent aujourd'hui ne sont prêts qu'à faire deux heures de grève par jour et qu'on leur propose la grève illimitée avec occupation, il n'est pas étonnant qu'ils ne suivent pas». Les choses étaient désormais nettes. La direction CGT faisait retomber la responsabilité de l'échec sur «les gauchistes» qui voulaient occuper l'entreprise. Il y a décidément beaucoup de «gauchistes» dans cette entreprise ! La direction CGT ne pourra faire oublier que plus de 2 500 travailleurs avaient voté l'occupation et que celle-ci a été reconduite à plusieurs reprises par la suite sans que Buisson n'ose s'y opposer. Ce n'est pas maintenant qu'il

Cléon

LA DIRECTION CGT CHERCHE A SE DISCULPER

grève est terminée qu'on peut ainsi transformer les faits. On comprend bien l'intérêt que trouvent les directions syndicales à insinuer de telles choses. Elles espèrent ainsi évacuer la question qui se pose à beaucoup avec force : pourquoi une grève qui était majoritaire ne comptait pas plus de grévistes qui participaient activement à l'occupation ? Pourquoi, les directions syndicales n'ont elles jamais donné les moyens à ceux qui étaient d'accord avec la grève de se mobiliser activement. Pourquoi la coordination des différentes usines de la Régie n'a jamais été prise en main ?

FLINS, CONNAIS PAS

Aussi incroyable que ça puisse paraître, la direction CGT de Flins a

mardi, les directions syndicales n'ont expliqué qu'à Flins, 86 travailleurs étaient menacés de licenciements, dont plusieurs délégués. Toutes ces questions qui interrogent les directions syndicales sur leur attitude, ont commencé à être posées explicitement. Sous la pression des travailleurs, deux grévistes ont pu à un moment prendre le micro et expliquer leur point de vue. L'un d'entre eux devait dire : «Nous ne vous avons pas élus pour faire ce que vous avez fait, vous ne voulez pas de cette grève». A peine l'intervention du second gréviste était-elle commencée qu'un individu inconnu des travailleurs de Cléon s'est permis d'intervenir pour que la soirée soit débarrassée et le micro rangé. «Espérons d'un instant les grévistes, ils ont pu s'exprimer sur les faits».

travailleurs sur leur grève. Il n'en a pas fallu plus pour que le sang de cet individu, permanent syndical, semble-t-il, ne fasse qu'un tour.

ENCORE DES DIVISIONS

Ce sont donc les gauchistes qui portent la responsabilité de l'échec de la grève, insinue la direction CGT. Toutefois, en privé certains militants du PCF accusaient également les travailleurs qui selon eux sont des «dégoullés» et la CFDT qui a appelé à la reprise en pleine grève la semaine passée. Il est vrai que le comportement de plusieurs dirigeants départementaux ou nationaux de la CFDT est une honte. Mais il s'excuse pas la faute de celle que la direction CGT a proposé au mouvement.

n'apprécient guère que la direction CGT esquivé la question des responsabilités, en la rejetant exclusivement sur d'autres, et en essayant de les diviser (syndiqués CGT ou CFDT, grévistes actifs ou pas...). A l'évidence, les vrais responsables seront désignés au cours des réunions et discussions de bilan qui se tiennent plus ou moins spontanément : celles qui se sont déjà tenues mardi font apparaître la nécessité de mener la lutte dans le syndicat pour qu'il serve effectivement les intérêts des travailleurs en lutte.

C'est vrai que c'est la condition pour construire, en vue des batailles à venir un rapport de forces capable de faire reculer la direction de la Régie, et toute la bourgeoisie.

François MARCHADIER

Nantes

Grève
des avortements
au centre d'IVG

Depuis mercredi, les médecins du Centre d'orthogénie attenant à l'hôpital Saint-Jacques de Nantes, ont cessé de pratiquer les avortements. Pratiquant 180 IVG par mois, ils affirment qu'ils ne disposent pas des moyens pour faire face à une complication et se refusent à ce que le centre devienne une usine à avortements, alors que l'un de ses rôles est l'information sur les méthodes de contraception.

Le centre avait été obtenu après une importante mobilisation des femmes à Nantes et sur la région, pour l'avortement libre et gratuit. Son insuffisance était évidente et les femmes avaient manifesté à plusieurs reprises (en contre-manifestant à un rassemblement de «Laissez les vivre» devant le centre, notamment) pour qu'un second soit ouvert. Et on ne peut pas dire que le courant était toujours bien passé avec les médecins du centre, peu favorables à une prise en main par les femmes elles-mêmes de leurs problèmes. Les groupes femmes ont d'ailleurs dit aux médecins que leur forme d'action n'aidait pas la mobilisation des femmes.

Six heures pour l'avortement et la contraception sont organisées par les groupes femmes nantais ce vendredi 16 juin, à la Maison commune du quartier des Dervallières. Plusieurs forums se tiendront, de 18 h à 24 h.

Le comité de soutien
à la résistance du peuple chilien

Samedi 17 juin à 18 h
A la cité universitaire (Maison du Brésil)
Fête de soutien à la résistance
Danses, groupes de musique
Buffet. Entrée : 6 F

A Villeneuve St-Georges après la mort de Florence

Les femmes poursuivent la lutte
pour un centre d'orthogénie

La mort de Florence, morte de n'avoir pu avorter, avait entraîné une large mobilisation sous l'impulsion du groupe femmes de Villeneuve Saint Georges. Lors de la mobilisation devant l'hôpital une entrevue avait eu lieu avec le directeur et il avait cédé sur les points suivants :

— un centre d'orthogénie dans le centre hospitalier de Villeneuve Saint Georges
— une augmentation de lits pour les interruptions de grossesses.
— une prise en charge des IVG par le service de chirurgie.

Il a été décidé d'autre part qu'une commission se réunirait le 6 juin pour discuter de ces problèmes. Depuis ce jour, 6 IVG par semaine sont pratiquées au lieu de 2.

Le 6 juin étaient présents la commission du planning familial 94, Maisons Alfort et 91, deux représentantes des groupes femmes de Villeneuve Saint Georges et de Montgeron, deux représentantes du MLAC et un représentant de la CFDT de l'hôpital.

Une quarantaine de représentants de l'hôpital étaient présents. Parmi eux, les chefs de service,

le patron de la commission médicale et le directeur. Étaient présents aussi des syndicalistes et le maire de la ville.

Le directeur de l'hôpital fait le point sur l'avortement dans le Val de Marne, s'appuyant sur la brochure «Avortement 94» sortie par les groupes femmes.

Une lettre ouverte avait été envoyée aux maires des communes entrant dans le secteur hospitalier par les groupes femmes. La réponse des maires de Montgeron, Vigneux et Draveil a été positive. L'expérience de Colombes où les IVG sont pratiquées pour 470 F et sans anesthésie si on le désire avait été mise en avant.

UN CENTRE
D'ORTHOGÉNIE
OU ET COMMENT ?

Tout le monde semble d'accord pour le centre, le problème restait de déterminer où et comment l'ouvrir. On propose de l'installer au 1^{er} étage de l'école d'infirmières (ancien internat fermé depuis deux ans). Voilà évoqué le prétexte selon lequel les IVG pourraient «poser des problèmes psychologiques aux élèves infirmières». Mais le

L'occupation de la résidence universitaire Jean Zay à Antony

LA VIE
DANS UN GHETTO ÉTUDIANT

● Depuis lundi, l'une des plus grandes résidences universitaires de la région parisienne est totalement laissée à l'abandon par l'administration chargée de la gérer, le CROUS. C'est la mesure de rétorsion prise contre les habitants de la résidence Jean Zay d'Antony, où habitent de nombreux étudiants étrangers et étudiants mariés, à la suite de leur action menée contre la fermeture hâtive du seul restaurant universitaire de la région. Le comité de lutte créé à cette occasion, en rupture avec une association étouffée par la main-mise du PCF, occupe actuellement restaurant et locaux administratifs. Du coup, les étudiants antillais, français et étrangers découvrent qu'ils ont beaucoup de choses à se dire.

LE LENT ABANDON
DE LA RÉSIDENCE

Bordant la nationale 186, «point noir» de la circulation en banlieue sud, la résidence Jean Zay est l'un des spécimens de l'architecture en barres tant prisée dans les banlieues par les urbanistes il y a une dizaine d'années. Ghetto à étudiants, elle est devenue rapidement un centre de contestation important, du fait de l'origine des étudiants qui y résident et de leur isolement. L'administration universitaire a donc choisi de laisser se dégrader des locaux dont les

terrains feraient la joie de promoteurs à l'affût. Ainsi l'un des plus grands bâtiments est-il laissé vide alors que chaque année, des centaines d'étudiants se voient refuser leur admission en résidence. C'est dans ce contexte qu'est survenue l'affaire du restaurant.

Il y a trois mois, un cuisinier recevait une décharge électrique manquant de l'électrocuter. L'installation rapidement vieillie, était défectueuse. L'administration le savait, qui repoussait depuis quatre ans l'ouverture des travaux de remise en état. Du coup, la fermeture du res-



taurant est décidée pour début juin, de façon à effectuer les travaux. En pleine période d'examen, dans un secteur où il n'existe aucune solution de remplacement, et pour des étudiants qui, dans leur majorité, ne rentrent pas dans leur famille au moment des vacances. L'AERUA, association affiliée à la FRUP et contrôlée par le PCF, s'engage à réagir, demande à l'intendant l'autorisation d'occuper quelques heures le restaurant. Grande victoire : la fermeture ne prendra effet que le... 11 juin.

Lorsque les résidents apprennent que les travaux ne devaient de toute façon pas commencer avant cette date, ils comprennent que l'AERUA n'a pas l'intention de faire quoi que ce soit. Les plus combattifs d'entre eux — antillais en particulier — créent un comité de lutte. Une assemblée générale est convoquée, où le principe de l'occupation des locaux administratifs est proposé et accepté. Et le 7, les locaux étaient investis, avec la neutralité, sinon l'approbation du personnel administratif. L'intendant en chef refuse d'engager des négociations, malgré l'insistance des occupants. Le CROUS donne l'ordre de ne pas servir le repas du soir, menace, met le personnel en corigé, perturbe la distribution du courrier. Cela n'empêche pas l'occupation de s'organiser. Samedi dernier d'ailleurs, le directeur du CROUS, M. Moa, devant l'incapacité manifeste de ses interlocuteurs habituels de l'AERUA, acceptait de prendre contact avec le comité de lutte*. Longues conversations téléphoniques où le directeur en question tente de jouer son petit Pampidou à Grenelle : «Je suis prêt à commettre un acte de désobéissance, à condition que vous leviez l'occupation. Dites-moi une revendication que je puisse satisfaire et qui vous permettra de crier à la victoire, et je viens négocier.» Les étudiants le prennent au

mot et lui demandent de laisser revenir le personnel. Finalement, M. Moa reconnaît qu'il ne veut céder sur rien. Alors l'occupation se poursuit, étendue au restaurant dont les étudiants montent une garde efficace, de façon à éviter toute détérioration ou provocation. Et chaque soir, lors de l'assemblée générale qui dure fort tard, les discussions s'animent, autour de casse-croûtes improvisés.

CELA NOUS A PERMIS
DE NOUS
RENCONTRER

«Le cloisonnement dans la cité est très lourd, explique un étudiant guadeloupéen. Les regroupements se font par origine ou par nationalités, mais les contacts étaient rares. Depuis qu'on occupe, on a pu enfin se rencontrer, parce qu'on mène une lutte ensemble. Nous pouvons échanger des informations sur les luttes de nos peuples, discuter de la situation en France. Par exemple du PCF, parce que l'attitude de l'AERUA a été très mal ressentie. Ils ont été jusqu'à nous traiter de preneurs d'otages !» «Oui, l'AERUA n'a pas toujours été comme cela. En 1973, c'était un lieu de discussion. Maintenant que le PCF en a pris le contrôle, c'est fini» poursuit un étudiant français. «Il faut reconnaître que les étudiants français n'ont pas été à l'initiative. Quand on a vu que le comité de lutte était le seul à faire quelque chose, on s'est dit qu'il fallait s'y joindre.» Du coup, un comité de résidents «non organisés» est en train de se constituer.

A la faveur de la lutte, la vie est en train de renaître à la résidence des barres de béton.

Eric BREHAT

*Le comité est constitué par l'AGEG (étudiants guadeloupéens), l'AGEM (étudiants martiniquais), l'UEG (Guyanne), l'ASEC (Comores), l'UGED (Djibouti), l'UGET (Tunisie).

Corr.
Groupe Femmes Vitry

En Italie, après les résultats du référendum

NOUVELLES DIFFICULTÉS EN PERSPECTIVE POUR LE PCI

En se prononçant contre le financement public des partis, 43,7 % des électeurs italiens ont montré ainsi leur hostilité aux grands bourgeois, leur condamnation non seulement des pratiques corrompues, des compromissions dans des scandales financiers ou autre, mais aussi des institutions mêmes de l'Italie capitaliste. Plus important encore, les 23,3 % contre la loi sur l'ordre public indiquent, que, malgré toute la propagande faite par la DC et le PCI pour le renforcement des lois répressives lors de l'affaire Moro, malgré une campagne électorale, à l'occasion du référendum, particulièrement démagogique, prétendant par exemple que le rejet de la loi Reale serait la porte ouverte à la délinquance sur une grande échelle, etc., un grand nombre de citoyens ont vu le danger que de telles lois représentaient pour les libertés individuelles. Ces résultats constituent un sérieux avertissement notamment pour le PCI, qui voit au moins 20 % de son électorat voter contre la politique préconisée par Berlinguer.

Une frange importante des travailleurs qui votent habituellement pour le PCI et le PS n'ont pas suivi les consignes de vote de ces deux partis. En plusieurs endroits, comme certaines villes industrielles du Nord ou la partie Sud du pays, une opposition de masse s'est dégagée contre la politique menée par les grands partis actuellement au pouvoir. Dans le Sud : 29,2 % contre la loi Reale et 51,6 % contre le financement public des partis. Le paysan pauvre de Calabre et l'ouvrier du Mezzogiorno à qui on avait promis du travail constatent par exemple que les usines nouvellement implantées dans leurs régions sont les premières à fermer du fait

de la restructuration, il s'en suit dans cette région qui a toujours été la plus mal lotie et qui s'est toujours sentie délaissée par le pouvoir, une défiance accrue vis-à-vis des grands partis qui gouvernent actuellement l'Italie. Cela, le PCI devra en tenir compte pour tenter d'éviter une aggravation de son discrédit dans les masses, le parti de Berlinguer est ainsi obligé de reconnaître que «ce résultat (du référendum) n'est pas satisfaisant, qu'il donne à réfléchir» ou qu'il faut «prendre l'engagement d'améliorer les lois». La direction du PCI entend toujours, en tout cas, se présenter comme le champion de l'ordre, comme l'indique

le titre de l'organe central du PCI, qui met l'accent sur la juridiction policière : «Victoire des «non» plus forte pour la loi Reale et moins forte pour le financement public des partis.» Berlinguer n'a pas hésité à déclarer que «la grande majorité de l'électorat a montré son adhésion à une politique de rigueur dans la défense de l'ordre démocratique et de la sécurité des citoyens.» Sont considérés comme quantité négligeable les 7 millions de voix qui ont exprimé le refus de l'ordre policier défendu par le PCI et la DC et les 13 millions et demi d'Italiens qui se sont prononcés contre le financement public des partis, dont bon nombre de militants et d'électeurs du PCI.

LES AMIS FRANÇAIS DE BERLINGUER

Dans la presse française on retrouve à droite comme à gauche une certaine unanimité pour négliger les millions de voix qui ont manifesté une forte opposition à la politique menée en Italie par les partis du «compromis historique». C'est ainsi que *L'Humanité* se retrouve de concert avec *Le Figaro* et *Le Monde* pour affirmer sans détour que le «non» à l'abrogation des lois concernées représente «une grande victoire pour la démocra-

tie». Ainsi, mardi matin, tandis que *Le Figaro* titrait : «Les Italiens ont dit «non» au double référendum», *L'Humanité* soulignait : «Double victoire du non.»

L'Humanité, qui n'a pas ménagé ces derniers mois ses éloges de la politique du PCI, rendant compte avec une grande complaisance de chaque déclaration de chaque tournée de Lama, le Séguy italien, qui demandait aux travailleurs de la péninsule d'être fidèles à la politique d'austérité et de modérer leurs revendications, continue sur sa lancée. Mais le quotidien du PCF semble «oublier» que le résultat du référendum de dimanche-lundi est le deuxième avertissement (après les élections administratives provinciales du 15 mai, marquées par le net recul du PCI), que les masses italiennes adressent aux amis italiens de Marchais.

Actuellement d'ailleurs, d'importantes contradictions se manifestent à l'intérieur même du parti révisionniste italien, où à la base, un courant de plus en plus important n'est plus décidé, semble-t-il, à suivre les surenchères d'un parti, bien plus occupé au renforcement de l'arsenal des lois répressives que de la défense des aspirations des masses.

UNE RÉUNION DE C.C. DIFFICILE

La tendance, au niveau de la direction du PCI qui, autour d'Amendola notamment, estime que le PCI recule parce qu'il n'a pas su jusqu'à présent défendre avec «assez de fermeté», par exemple à travers les appareils syndicaux, la politique d'austérité, risque fort de susciter des oppositions accrues de nombre de militants vis-à-vis de la politique suivie.

À la base, de nombreuses questions se posent en effet sur cette politique ; des militants se demandent jusqu'où ira le «compromis historique» et sont de plus en plus gênés pour faire campagne pour l'austérité et le renforcement de la répression, qui vise les travailleurs. Le comité central du PCI qui doit se tenir fin juin aura quelques difficultés à répondre à l'attente des militants et des divergences importantes pourraient s'y exprimer.

Car au delà des voix recueillies par l'extrême-gauche lors des référendum de dimanche-lundi, c'est la constitution en Italie, d'une opposition de masse rejetant la politique du «compromis historique» de gestion capitaliste de la crise qui est à l'ordre du jour.

Franck ROUSSEL

TURQUIE : le peuple face à la répression fasciste

Trois étudiants ont été tués et huit autres blessés au cours d'un attentat fasciste qui s'est déroulé à Istanbul, dimanche dernier, ce qui porte le nombre de victimes d'attentats à 11 pour la seule semaine dernière. Jamais la population turque n'avait connu un tel climat de terreur généralisée. Depuis l'arrivée au pouvoir d'Ecevit (début 78), les meurtres perpétrés par les fascistes ont fait 200 morts : syndicalistes, étudiants, paysans et enseignants sont parmi les plus touchés. Les forces qui visent à l'instauration d'un gouvernement militaro-fasciste sont composées en partie des groupes para-militaires qui, soutenus par le parti d'Action Nationaliste organisèrent en mars dernier un attentat qui fit 4 morts et 24 blessés à l'Université d'Istanbul.

Ce qui est plus grave, c'est l'infiltration dans l'armée d'organisations telles que «la contre-guerilla» et celle des «renseignements nationaux». Cette dernière dépend directement du ministre de l'Intérieur, ce qui donne une idée de la pénétration des forces fascistes dans l'appareil. Face à ces manœuvres, le gouvernement d'Ecevit hésite à frapper les forces fascistes, il a interdit la grève générale organisée par des organisations démocratiques contre les terroristes d'extrême-droite, empêchant ainsi le peuple turc de se mobiliser dans la lutte anti-fasciste.

● Huit jours après la tenue de la réunion occidentale de Paris sur l'Afrique, s'est ouverte mardi, à Bruxelles, pour deux jours, une conférence sur le Zaïre, plus particulièrement consacrée à la situation économique de ce pays, en état de banqueroute. Onze pays sont représentés à Bruxelles, par leurs experts. Il s'agit pour l'Europe occidentale, de la France, de la RFA, de la Belgique, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, et des Pays-Bas, auxquels se sont adjoints le Japon, le Canada et les États-Unis, ainsi que deux pays du Tiers-Monde, l'Arabie saoudite et l'Iran, la Banque mondiale, le FMI et la commission du Marché commun, y sont également représentés.

La conférence de Bruxelles prend appui sur le «plan Mobutu» lancé dès juin 77, peu après la première guerre du Shaba, par le chef de l'Etat zaïrois, et qui était censé «sauver l'économie du Zaïre». Mais après la deuxième guerre du Shaba, la conférence de Bruxelles, prévue de longue date, prend une importance particulière. Chez les participants, il y a la crainte de voir la dégradation continue de la situation économique du Zaïre, la fragilité croissante de ce pays, être mises à profit par le social-impérialisme soviétique pour développer ses manœuvres dans la région, ceci à la faveur d'un mécontentement populaire on ne peut plus justifié, qui croit contre le régime corrompu de Mobutu.

EN ETAT DE BANQUEROUTE

Le fait que le Zaïre, jadis exportateur de produits agricoles, voie sa production agricole régresser

constamment, et se trouve aujourd'hui obligé d'importer chaque année pour des centaines de millions de dollars de denrées alimentaires, est indice de cette situation. La désorganisation quasi-complète des transports dans un pays grand comme quatre fois la France, en est un autre. Le fait que le revenu annuel moyen par habitant du Zaïre, qui est l'un des pays africains les plus riches en ressources, notamment en matières premières, ne dépasse pas le prix d'un repas dans un restaurant chic de la capitale, Kinshasa, est édifiant sur la situation désastreuse du pays et ses conséquences pour les masses.

Un facteur déterminant du bas niveau de vie qui va encore se dégradant, est le taux annuel d'inflation qui se situe maintenant entre 80 et 100 %. A la base de cette situation, la dépendance du Zaïre, l'endettement considérable dont il est victime, avec une dette extérieure

Conférence sur le Zaïre à Bruxelles

LA CORDE QUI SOUTIENT LE PENDU

de près de 2,5 milliards de dollars, dont les 3/4 au moins sont constitués par des emprunts contractés auprès des pays occidentaux et de la Banque mondiale.

LA CORDE QUI SOUTIENT LE PENDU

Que peut apporter au Zaïre, le plan qui devrait être mis au point à Bruxelles ? Nombre des puissances occidentales représentées à la réunion ne sont-elles pas celles-là même qui depuis 1975 par leur volonté de main-mise sur le pays, ont mis en échec même les tentatives les plus timides de Mobutu, d'assurer une moins grande dépendance économique du pays. Les quelques mesures qui allaient dans ce sens, et dites de «zaïrianisation» des entreprises, puis de «radicalisation», autrement dit de constitution d'un capitalisme national à travers notamment la nationalisation d'entreprises industrielles, ont été bien vite remises en cause. Les pays occidentaux n'ont pas hésité à placer le Zaïre dans une situation de banqueroute, sous la pression des em-

prunts à intérêts, de plus en plus massifs, et aussi en agissant pour la chute des cours des matières premières, en particulier, le cuivre, une des principales richesses du Shaba, et dont le cours s'est effondré en 74.

L'«aide» que ces mêmes pays prétendent apporter aujourd'hui au Zaïre pour le relever d'une situation qu'ils ont largement contribué à créer, ne rassemble-t-elle pas à la corde qui soutient le pendu ?

LES CONDITIONS

Parmi les mesures envisagées à Bruxelles, il y a un prêt de 100 millions de dollars qui devrait permettre de financer des besoins urgents en carburant, pièces détachées, alimentation, etc., auxquels la désorganisation économique du pays confère un caractère dramatique. Un plan à plus long terme serait envisagé. Tel qu'il est conçu, par les experts en dehors de toute interlocuteur zaïrois ou africain, il constitue une tentative de main mise accrue sur le pays. L'«aide» accordée serait assortie d'un contrôle des pays occidentaux et des

institutions monétaires internationales qu'ils dirigent, sur les recettes et les dépenses de l'Etat, autrement dit sur toutes les activités du pays.

Mobutu aurait ainsi d'ores et déjà accepté que le «numéro deux» de la Banque centrale du Zaïre soit un expert du Fonds monétaire international (FMI) que contrôlent largement les Américains.

CONTRADICTIONS DANS LE «FRONT» OCCIDENTAL

Mais, la mise au point du plan et sa mise en œuvre, dépendent pour une part de la cohésion des Occidentaux. Or, celle-ci est loin d'être complète. La réunion des ministres des Affaires étrangères des pays du Marché commun qui s'est tenue à Copenhague, à la veille de la Conférence de Bruxelles, et qui a évoqué la question de l'aide au Zaïre, a semblé-t-il vu des points de vue assez divergents s'exprimer. Le ministre français des Affaires étrangères, de Guiringaud, aurait mis en garde contre des pressions trop fortes des Occidentaux, sur Mo-

butu pour qu'il «réorganise» son régime. Pas plus que son intervention armée au Zaïre ne s'explique pour des raisons «humanitaires», le prétendu souci de préserver la souveraineté de l'Etat zaïrois n'est ce qui motive les prises de position du gouvernement français, lorsqu'il est discuté de l'intervention économique au Zaïre. Mais, l'impérialisme français craint assurément ses rivaux occidentaux dont les positions occupées, dans l'économie zaïroise sont souvent supérieures à celle qu'il occupe lui-même. Et il compte toujours sur la carte de ses relations «privilegiées» avec Mobutu pour mener sa politique propre dans ce secteur de l'Afrique. Une possibilité toutefois limitée comme il a souligné la réunion occidentale de Paris, où la tentative giscardienne de s'appuyer sur l'intervention en Afrique pour se faire reconnaître comme une sorte de leadership européen dans les relations avec le Tiers-Monde, a été écartée. La conférence de Bruxelles pourrait confirmer ces limites d'une intervention giscardienne «autonome».

Japon : le tremblement de terre fait 21 morts et 340 blessés

Le tremblement de terre qui a secoué lundi le nord du Japon a déjà causé la mort de 21 personnes et en a blessé une centaine dans la ville de Sendai (545 000 habitants). A Tokyo, on pouvait voir nettement les gratte-ciel osciller. La magnitude importante du sinistre : 7,5 degrés sur l'échelle de Richter (qui va jusqu'à 9) et l'épicentre du séisme situé en mer à 250 kms de Tokyo font penser qu'un raz de marée pourrait suivre le tremblement de terre. Le dernier tremblement de terre qui avait eu lieu dans la région avait fait 140 000 morts en 1923.

Grève générale en Nouvelle Calédonie

La grève générale décrétée par tous les syndicats s'est déroulée avec succès le mardi 13 juin. 8 à 9 000 personnes ont manifesté à Nouméa, ce qui ne s'était jamais vu, pour protester contre la baisse du pouvoir d'achat qui frappe durement les masses populaires de l'île. Les manifestants ont réclamé la dissolution de l'assemblée territoriale et des autorités locales. Une nouvelle manifestation est prévue la semaine prochaine tandis que les syndicats de la fonction publique ont décidé une grève illimitée.

Portugal : 4 militants arrêtés

A Lisbonne, samedi, à l'occasion de la fête nationale, des militants de l'Union Démocratique et Populaire avaient tenté de s'opposer à une manifestation fasciste, ils avaient alors été pris sous les tirs croisés de la police et des militants d'extrême droite, c'est ainsi qu'était tué Jose Marais, jeune militant de l'UDP. Lundi matin, la police a arrêté 4 militants de cette organisation, alors qu'ils collaient des affiches appelant à participer aux obsèques de leur camarade.

● Opération palestinienne en Cisjordanie ● Simulacre de retrait sioniste au Sud-Liban

● Les conditions dans lesquelles s'effectue le retrait des troupes sionistes du Sud-Liban laissent aux expansionnistes israéliens la possibilité d'envahir à nouveau le Liban à tout moment. Pour preuve de leurs véritables intentions, on peut citer la récente attaque sioniste contre le camp situé près de Saïda. Répliquant à cette attaque, la Résistance palestinienne a frappé l'agresseur sioniste dans les territoires palestiniens occupés en attaquant une colonie sioniste dans la région de Metoullah, en Cisjordanie.

L'Etat sioniste vient de violer une fois de plus la résolution 425 du Conseil de sécurité en prétendant confier le contrôle des territoires libanais évacués, aux milices fascistes libanaises. Les phalangistes libanais sous les ordres du major Saad Haddad, ont été armés et équipés par les troupes sionistes afin de s'assurer le contrôle permanent de la région. Le chef des fascistes libanais en rupture avec l'Etat major de l'armée libanaise, est un véritable homme de main de l'armée israélienne et en conséquence ne représente en aucun cas l'Etat libanais, qui d'après la résolution 425 devait pouvoir exercer à nouveau sa souveraineté sur la région. D'autre part l'armée israélienne et les troupes pha-

langistes s'opposent à la mission officielle de la FINUL en refusant de remettre les positions qu'elles détiennent aux casques bleus. Le général Erskine, chef des forces de l'ONU au Proche Orient a sévèrement critiqué le «manque de coopération des Israéliens». Montrant que les manœuvres des sionistes pour se maintenir au Sud Liban par l'intermédiaire des milices phalangistes, n'étaient qu'une partie de son plan, l'Etat major de Tel Aviv a affirmé son intention de conserver plusieurs postes d'observation au Liban, il laisse également derrière lui toute une infrastructure de routes destinée à la fois à relier les enclaves phalangistes entre elles et à s'assurer un moyen d'intervention

pour ses futures incursions en territoire libanais, par les routes construites de part et d'autre de la frontière. Car de nouvelles agressions des sionistes sont probables. En effet, leurs alliés phalangistes ne peuvent réellement leur suppléer, pour s'opposer aux activités de la résistance palestinienne et des patriotes libanais. D'autre part, la question reste de savoir si les casques bleus ne tenteront pas de s'interposer et d'empêcher les opérations des fedayins en Palestine occupée. L'attitude récente des casques bleus français, de même que des déclarations partiales du colonel Erskine, il y a quelque temps dénonçant plus volontiers les forces palestino-progressistes que les troupes sionistes, le laissent craindre.

Après l'attaque israélienne opérée dans la nuit de jeudi à vendredi dernier contre un camp palestinien situé à 10 km au Sud de Saïda, la résistance palestinienne a riposté en organisant l'opération «martyr Abou Ali Iyad» dans la nuit de dimanche à lundi. Les Fedayins ont attaqué une colonie de peuplement sioniste à Metoullah, en Cisjordanie occupée. Le communiqué publié par l'agence palestinienne Wafa à Beyrouth, précise que l'attaque était dirigée «contre les objectifs militaires et des entreprises israéliennes dans la vallée du Jourdain». D'autres sources

indiquent qu'un combattant palestinien a été tué au cours de l'opération, mais que ses trois camarades ont échappé aux recherches des troupes sionistes. Ayant perdu leur trace, les autorités sionistes abandonnaient leurs recherches dès le lundi matin. Parlant de l'attaque sioniste perpétrée contre le camp palestinien proche de Saïda, Yasser Arafat a déclaré : «Les Israéliens essayeront toujours d'attaquer les fedayins. Ils peuvent toujours y aller parce que nos héros et nos révolutionnaires sont toujours prêts à leur donner une leçon».

Frank ROUSSEL



CHINE : L'ARRIVÉE DE 105 000 RAPATRIÉS DU VIETNAM

Dans leurs commentaires, les autorités chinoises soulignent la contrainte à renoncer à la nationalité chinoise, à laquelle ont été soumis de la part des autorités de Hanoï, les ressortissants chinois qui résidaient jusqu'à présent au Vietnam. Un parallèle est établi entre l'attitude qu'avait adoptée sur cette question le régime pro américain de Saïgon, durant la guerre de libération, et la position actuelle des autorités vietnamiennes.

Décrivant les problèmes considérables que pose l'afflux des réfugiés, l'agence Chine Nouvelle note :

«Dans les provinces du Yunnan, du Kouangtong et du Foukien et de la région autonome tchouang du Kouangsi, les organismes dirigeants des divers échelons du parti, du gouvernement et de l'armée ont accordé une grande importance au travail d'accueil et d'installation des Chinois rapatriés (...)

Vu le nombre de ceux-ci rentrés par Hokeou du

● Selon un bilan établi par le Bureau des Affaires des Chinois d'outre-mer du Conseil des affaires d'Etat de la République populaire de Chine, 15 800 ressortissants chinois ont été expulsés du Vietnam par les autorités vietnamiennes entre le 27 mai et le 1^{er} juin.

Ces ressortissants ont regagné la Chine par Tonghsing, dans le Kouangsi, et Hokeou dans le Yunan. Le 1^{er} juin, le nombre total des rapatriés atteignait plus de 105 000 personnes. A la fin du mois de mai, les autorités chinoises ont décidé d'envoyer des bateaux pour le transport des Chinois contraints de quitter le Vietnam.

Yunnan, les départements intéressés locaux ont fait construire en toute hâte des maisons de fortune, acheminé sur les lieux légumes, grains, huile et viande et organisé des équipes médicales qui travaillent 24 h sur 24.

Depuis la deuxième décennie de mai, le bourg de Tonghsing, au Kouangsi, reçoit chaque jour deux à trois mille personnes. Le nombre des arrivants s'est élevé au maximum à plus de 4 000 en un jour. Les habitants de Tonghsing, de leur propre chef, ont mis leurs maisons à la disposition de leurs compatriotes chassés. Certains d'entre eux, blessés par les

agents de la sécurité publique du Vietnam, ont été immédiatement admis à l'hôpital pour recevoir des soins médicaux. 14 ressortissants en couche y ont mis au monde 14 bébés.

(...) Les départements intéressés du Kouangtong et du Foukien, de leur côté, ont mis sur pied des groupes de travail chargés de diriger la construction de nouvelles fermes et usines ainsi que l'agrandissement des existantes, dans le souci d'aider nos rapatriés forcés à se construire un nouveau foyer.

Dans les fermes où les rapatriés vont s'installer, les cadres et les masses ont reçu avec chaleur leurs

compatriotes victimes des persécutions des autorités vietnamiennes. Le 18 courant, quelques 400 ressortissants chinois, arrivés à minuit dans la ferme de Tsioling, ont été chaleureusement accueillis par les cadres et les masses de la ferme avec à la main des lampes de poche et des torches. L'exode des résidents chinois frappés d'ostacisme par les autorités vietnamiennes a causé des difficultés de logement depuis des dizaines de jours, et beaucoup d'anciens ressortissants chinois des fermes au Kouangtong et au Foukien ont désaffecté une partie de leur logement pour les nouveaux venus.

Les fermes ont également fait des enquêtes pour mieux mettre en valeur la spécialité des rapatriés. Dans la ferme des ressortissants chinois de Pingyuan du Yunnan, les charpentiers et les maçons ont été déjà intégrés aux équipes de charpenterie et de construction (...).

R.F.A. Le droit d'expression interdit aux ouvriers et étudiants palestiniens

Les sections allemandes de l'Union Générale des Etudiants Palestiniens et de l'Union Générale des Travailleurs Palestiniens, déjà dissoutes en 1972 se sont vu interdire toute activité en R.F.A. par la Cour Fédérale Administrative sous prétexte que le programme de ces organisations stipule qu'elles apportent : «un soutien sans réserve à la révolution armée palestinienne». Cette décision est une nouvelle atteinte aux libertés démocratiques en R.F.A., déjà sérieusement menacées.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 14 juin

TF 1
 18 h 10 - A la bonne heure : la grande galerie va revivre.
 18 h 55 - Ces animaux qu'on appelle des bêtes.
 19 h 15 - Une minute pour les femmes.
 19 h 20 - Actualités régionales.
 19 h 45 - Journal
 20 h 30 - Des magiciens.
 22 h 20 - Eh bien raconte.
 23 h 30 - Journal et fin.

A 2
 18 h 00 - Journal
 18 h 35 - Coupe du monde de football
 20 h 30 - Journal
 21 h 35 - Moi, Claude empereur. Feuilleton britannique
 22 h 25 - Question de temps : A chacun sa santé. Magazine sur les techniques différentes de la médecine traditionnelle.
 23 h 25 - Journal et fin

FR 3
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Cinéma 16 : Au-delà du miroir.
 21 h 55 - Journal
 22 h 10 - Ciné regards

Jeudi 15 juin

TF 1
 18 h 00 - A la bonne heure
 18 h 235 - Un, rue Sésame
 18 h 55 - Ces animaux qu'on appelle des bêtes
 19 h 10 - Une minute pour les femmes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Formations politiques
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Le mutant
 21 h 20 - Titre courant
 21 h 35 - L'événement
 22 h 35 - Ciné-première
 23 h 05 - Journal et fin

A 2
 18 h 25 - Dessins animés
 18 h 40 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Top club
 20 h 00 - Journal
 20 h 45 - Lulu
 22 h 25 - Légendaire
 22 h 55 - Journal et fin

FR 3
 18 h 35 - Pour la jeunesse
 19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Détective privé. Film américain policier
 22 h 30 - Journal et fin

Communiqué de l'APST

Vacances dans la Bretagne des ouvriers, des paysans, et des marins

En ces temps de tourisme planifié et uniformisé, faire de ses vacances un moment de découverte et de rencontre, n'est pas chose facile.

C'est pourtant ce que vise l'Association pour la Promotion Sociale des Travailleurs (APST), en vous proposant «En Vacances» de découvrir la «La Bretagne des ouvriers, des paysans et des marins en pratiquant l'audio-visuel».

Du 3 au 23 juillet, la petite commune finistérienne de St Thurien (près de Bannalec, Concarneau, Quimperlé) vous accueille. C'est là une base idéale pour découvrir les multiples aspects de la vie de ceux qui travaillent en Bretagne.

Cette région, riche de traditions populaires, s'est transformée, transfigurée

en 20 ans, de remembrement en exode rural, d'industrialisation en expansion urbaine...

Les animateurs de l'APST vous aideront à découvrir ces réalités nouvelles en vous initiant aux techniques du reportage audio-visuel (Vidéo-diaporama) en vous facilitant la rencontre avec ceux qui, sur mer, dans les champs, à l'usine font la Bretagne d'aujourd'hui.

Ainsi, tout en profitant des activités de détente qu'offrent mer et campagne, vous vous initierez à une technique d'expression et apprendrez à mieux connaître ceux qui vivent là toute l'année...

APST
 11 av. de Gros-Mailhon
RENNES
 Tel : 54 10 06

Una Ramos au théâtre de la Ville Paris

Una Ramos est un Indien, né dans un village du nord de l'Argentine, aux confins de la Bolivie. Ce «paysan de la montagne», comme il se définit lui-même a choisi plusieurs années de vivre en France, à Paris et dans un petit village de la Drôme. Accompagné sur scène par guitare, charango et bombos, il joue de l'Antara (la flûte de Pan sud-américaine) du Kepacho et surtout de la kena, la flûte du peuple inca, sans embouchure, taillée entre deux nœuds de roseau. Il compose lui-même sa musique, fondée sur des rythmes traditionnels.

A 18 h 30, au Théâtre de la Ville, jusqu'au 17 juin.

BLOC NOTES

Un site : Le Pellerin



Au sommaire du dernier numéro de la *Gazette nucléaire*, mensuel du GSIEN (Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'énergie nucléaire), une fort intéressante étude sur le site du Pellerin. On y apprend quels sont les critères d'EDF pour choisir un site, et on découvre que ceux-ci sont fort peu scientifiques. On y apprend comment est conçue la «mise en condition de la population», depuis la visite d'un ministre (d'Ornano), jusqu'à la tentative de discréditation des opposants. On y apprend que de très intéressantes précisions du dossier de l'étude d'impact ont curieusement disparu du rapport final...

Nous y reviendrons.

Le Quotidien du Peuple
 Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
 Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
 CCP N° 23 132 48 F - Paris
 Directeur de Publication : Y. Chevet
 Imprimé par IPCC - Paris
 Distribué par les NMPP
 Commission Paritaire : 56 942

Et l'acier fut trempé

150^e épisode

Après avoir écrit à son frère, Kortchaguine retourna dans un sanatorium... Une rencontre agréable l'y attendait...

Kortchaguine répondit :

— La camarade Rodkina doit passer me prendre. Je passe la journée et la nuit dans sa famille, et demain matin elle m'accompagne à la gare.

Bajanova connaissait Dora, qui venait souvent voir Pavel.

— Vous rappelez-vous, camarade Kortchaguine, votre promesse de voir mon père avant votre départ ? Je lui ai longuement parlé de votre état de santé. J'aimerais qu'il vous examine. Nous pourrions arranger cela pour ce soir.

Kortchaguine accepta immédiatement.

Dans la soirée, Irina Bajanova fit entrer Pavel dans le spacieux cabinet de son père.

Le célèbre chirurgien examina longuement Kortchaguine en présence de sa fille. Irina avait apporté de la clinique les radios et les résultats de toutes les analyses. Pavel remarqua la pâleur qui envahit subitement le visage d'Irina après une longue explication de son père, prononcée en latin. Il regardait la grosse tête chauve du professeur, s'efforçant de lire dans ses yeux perçants, mais Bajanov était impenétrable.

Quand Pavel fut rhabillé, le chirurgien s'excusa courtoisement d'être obligé de s'absenter — on l'attendait pour une réunion — et laissa à sa fille

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

le soin d'exposer ses conclusions.

Dans la chambre d'Irina, meublée avec un goût très sûr, Kortchaguine s'étendit à moitié sur le divan, attendant qu'elle commence à parler. Mais elle, très peinée, ne savait que dire. Son père avait déclaré que la médecine ne possédait pas actuellement de remède capable de freiner le processus inflammatoire qui minait l'organisme de Kortchaguine. Il était hostile à une intervention chirurgicale. « C'est la tragédie de l'immobilité qui guette ce jeune homme, et nous sommes impuissants à l'empêcher. »

En tant que médecin et en tant qu'amie, elle ne jugea pas possible de tout dire et n'exposa à Kortchaguine, en pesant ses mots, qu'une faible partie de la vérité.

— Je suis sûre, camarade Kortchaguine, que les bains de boue d'Eupatoria produiront un choc et qu'en automne vous pourrez retourner au travail.

Elle avait oublié qu'un regard pénétrant la guettait tandis qu'elle parlait.

— De ce que vous m'avez dit, ou plutôt de ce que vous taisez, je déduis que mon état est grave. Rappelez-vous que je vous ai toujours demandé de me parler franchement. Inutile de me dissimuler quoi que ce soit, je ne m'évanouirai pas et ne me trancherai pas la gorge. Mais j'insiste pour savoir ce qui m'attend, conclut Pavel.

Bajanova s'en tira par une plaisanterie.

Et, ce soir-là, Pavel n'apprit pas la vérité sur

la menace qui le guettait. En prenant congé de lui, Bajanova dit doucement :

— N'oubliez pas l'amitié que je vous porte, camarade Kortchaguine. Votre vie peut vous réserver des surprises. Si vous avez besoin d'une aide ou d'un conseil, écrivez-moi. Je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir.

Elle regarda par la fenêtre sa grande silhouette vêtue d'un manteau de cuir descendre du perron et marcher jusqu'à un fiacre en s'appuyant lourdement sur une canne.

De nouveau Eupatoria. Le soleil brûlant du Midi. Des gens hâlés, exubérants, en calottes brodées d'or. En dix minutes, une automobile déposa ses passagers devant le bâtiment d'un étage, en calcaire gris, du sanatorium « Mainak ».

Le médecin de garde répartit les nouveaux arrivés dans les chambres.

— Qui vous a délivré votre bon de séjour, camarade ? demanda-t-il à Kortchaguine en s'arrêtant devant la chambre n° 11.

— Le Comité central du Parti communiste (bolchévique) d'Ukraine.

— Alors nous vous mettrons ici, avec le camarade Ebner. Il est Allemand et voudrait avoir un voisin Russe, expliqua le médecin.

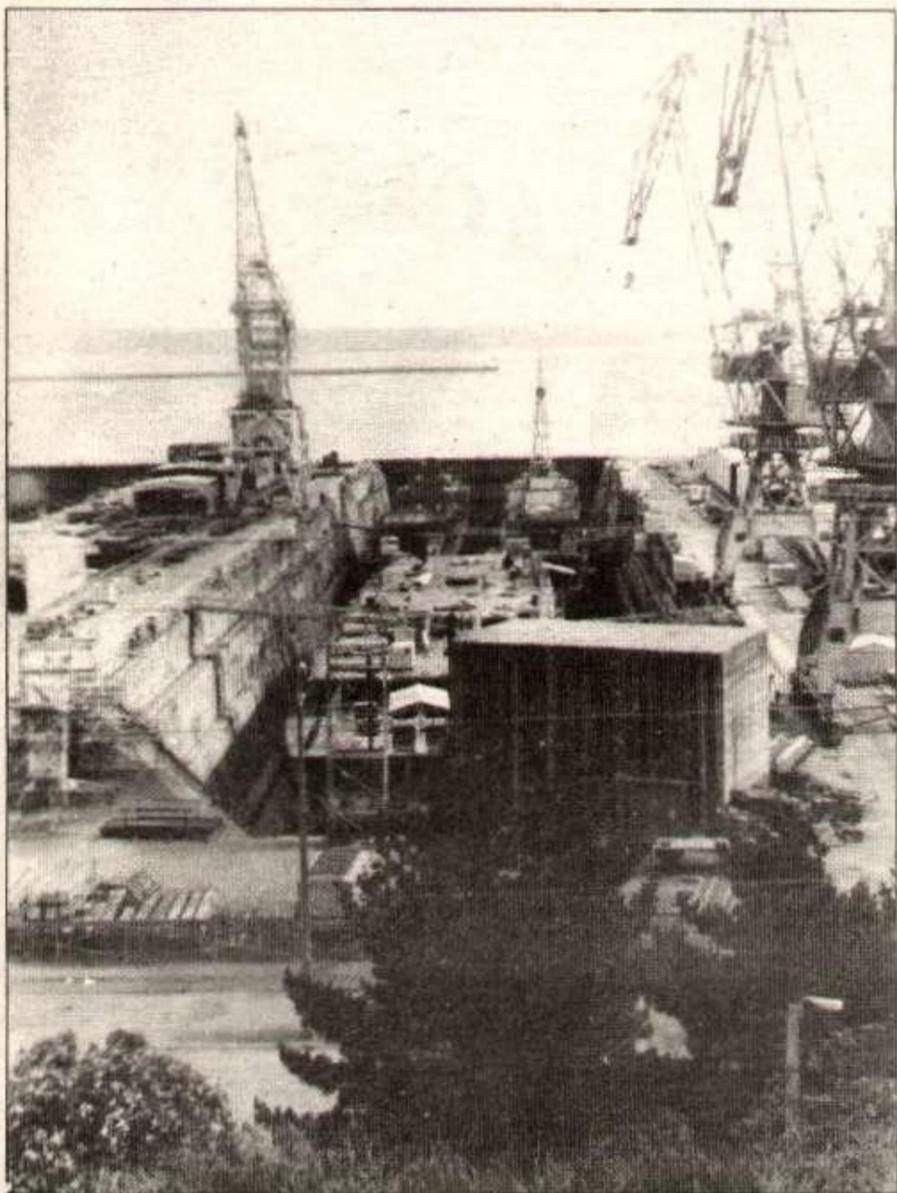
Il frappa à la porte. On répondit, avec un fort accent.

— Entrez.

Kortchaguine posa sa valise dans la chambre et se tourna vers un homme blond aux yeux bleus très vifs, étendu sur un lit. L'Allemand l'accueillit avec un bon sourire.

— Guten Morgen, Genosse. Je foulais tire : « ponchour », rectifia-t-il en tendant à Pavel une main longue et pâle.

(à suivre)



BREST: LES 8000 DE L'ARSENAL OCCUPENT

5 000 ouvriers de l'Arse-
nal de Brest dans les rues
de la ville, alors que 8 000
occupent les ateliers pour
un débrayage non limité
dans le temps. C'est une
déclaration provocatrice du
ministre de la Défense
Yvon Bourges qui a mis le
feu aux poudres : en vertu
du plan Barre, l'alignement
des salaires des ouvriers
bretons de l'arsenal sur
ceux des métallos de la
région parisienne est remis
en question, depuis un an.
Contrairement aux promes-
ses faites, cette mesure est
prolongée sine die : « Cette
suspension durera jusqu'à
l'assainissement de notre
économie. »

Le mouvement a com-
mencé au bassin de caré-
nage des sous-marins ato-
miques et s'est étendu
rapidement à toute l'usine.
Provoquant un vent de
colère qui a entraîné le
débrayage massif de
Brest, cette mesure touche
également 100 000 travail-
leurs des Arsenaux, travail-
lant pour la Défense Natio-
nale, à Saint-Étienne,
Clermont-Ferrand, Paris et
Lorient.

A Brest, l'Arse-
nal, c'est
la seule possibilité d'emploi
en cette période de mon-
tée du chômage. Cette
entreprise avait la réputa-
tion de « bien payer » ;

aujourd'hui, c'est de
3,31 % que le salaire va
être amputé, et faute de
commandes de la part de
l'État pour équiper la mari-
ne, la menace de réductions
d'effectifs est réelle.
A Brest, Giscard avait pro-
mis lors de son passage en
1976 que le port deviendrait
la station service pour tous
les bateaux de l'Atlantique.
La crise de la réparation
navale a mis fin à cet
espoir avant même que le
projet ait un début de
réalisation. Pour l'heure,
malgré la loi anti-grève qui
leur interdit ce moyen de
lutte, les ouvriers ont oc-
cupé immédiatement après
le passage du ministre.

Aciéries de Pompey, la direction intransigeante : « Suppression de 600 emplois »

LA GREVE DES HAUTS FOURNEAUX

De notre correspondant

LES LOCK-OUTÉS UNIS AVEC LES GRÉVISTES

600 suppressions d'em-
plois annoncées à Pompey
depuis 1 an. 600 licenciements
que la direction de
Pompey a essayé de faire
passer petit à petit, en
douceur et qu'elle est dé-
cidée à imposer aujourd'hui.

Selon elle, les Allemands
produisent une tonne d'a-
cier avec 11 ouvriers ; pour
concurrencer les Alle-
mands, les patrons de la
sidérurgie française veulent
supprimer les 2 gars qui
sont de trop : en France, il
faut 13 ouvriers pour faire
une tonne d'acier.

A Pompey la première
phase de la restructuration
qui était la modernisation
des installations est réali-
sée ; maintenant on est
passé à la deuxième phase :
la direction veut licen-
cier les gars.

C'est cette nouvelle or-
ganisation du travail qui
est en œuvre aux hauts
fourneaux : licencier un
ouvrier sur 3.

Mais le travail aux hauts
fourneaux est très dur,
avec le bruit, la chaleur, la
poussière, le rythme des
feux continus (impossible
de travailler plus de vingt
ans aux hauts fourneaux).
Alors, accepter de réduire
les effectifs, c'est accepter
en plus l'aggravation des
conditions de travail déjà
extrêmement pénibles.
C'est pour cela qu'ils sont
partis en grève.

Des 2 côtés l'enjeu est
gros : pour la direction de
Pompey et derrière elle
l'Assimilor, il s'agit d'im-
poser de toute force la res-
tructuration des hauts
fourneaux (le fourneau
était le premier pas). C'est
pourquoi l'attitude est très
dure : refus de discuter,
menace immédiate de lock
out, le but est de diviser
les ouvriers, tenter de
monter les lockoutés contre
les grévistes. Lundi
matin, les chefs n'annon-
çaient-ils pas : « Il n'y a
plus de travail, rentrez
chez vous ». L'enjeu pour

les hauts fourneaux, pour
tous les gars de la boîte,
c'est de faire échec à ces
premières suppressions
d'emploi, et à toutes celles
qui suivent. La CGT (très
dominée par le PCF à
Pompey) tout en adoptant
le langage dur qui s'im-
pose face à l'intransigeance
patronale, met en avant
des mots d'ordre tout à
fait défensifs, demandant
simplement aux ouvriers
lockoutés d'exiger du tra-
vail. La CFDT soutient
clairement l'attitude offen-
sive des hauts fourneaux et
pose le problème d'élargir
le conflit sur l'usine : « Là
où la direction impose le
lock-out, il faut imposer
l'occupation ». La grève de
Pompey est peut être le
signe du réveil des sidérur-
gistes, le point de départ
d'autres luttes en Lorraine ?
Sans oublier que juste
à côté des Aciéries de
Pompey, ce sont aussi les
métallurgistes qui sont
menacés par le chômage,
les licenciements : à Lor-
forge, Delattre et Coras-
cier.

Hauts-fourneaux : là où on travaille à trois,
ils veulent nous laisser à deux
avec la chaleur, les brûlures,
les dangers de chute...
Ce n'est pas possible !

Un gars des hauts-
fourneaux raconte : « La
grève des hauts-fourneaux
a commencé il y a une se-
maine avec la tournée de
nuit. Cela faisait plusieurs
mois qu'ils avaient essa-
yé de faire tourner une
équipe réduite avec un
gars de moins par poste
et par haut-fourneau.
Quand ils ont voulu éten-
dre cela aux autres tour-
nées, ça a été le refus net.
On a vu ce que c'était le
boulot avec 2 gars habillés
au lieu de 3. (Avec les ha-
bits de protection en
amiante, ce sont eux qui
font le boulot). C'était pas
possible. Les gars de la
tournée sont repartis chez
eux à minuit, les autres à
2 heures et les autres
équipes ont suivi la grève.
Ce qu'ils veulent, c'est
supprimer 36 emplois à la
coulée et à la cour, c'est-à-
-dire aux hauts-fourneaux.
Samedi matin, on a voté
sur la grève des hauts-
fourneaux. Sur 80 pré-
sents, (pas mal de gens
habitent loin), à peine 16
ou 17 étaient contre la
poursuite du mouvement.
Les chefs ont alors arrê-
té le dernier haut-four-

neau, le N° 1, celui qui
fournit le gaz à l'usine.
Plus de gaz, plus de fonte,
fonderie et aciérie sont
arrêtées. Seuls les lami-
noirs tournent à moitié.
C'est le lock-out pro-
gressif. Après l'AG de
lundi, organisée par la
CGT et la CFDT, on est
monté aux grands bureaux
avec un gars pour repré-
senter chaque chantier et
plusieurs gars pour les
hauts-fourneaux. Au bout
d'une heure, on nous a dit
qu'il n'y aurait rien, rien.
Mardi, c'est à trois,
quatre cents qu'on est
allé chez Cantenot et
Kempé. Ils n'ont même
pas ouvert la porte. On
était plus nombreux et
décidé que la veille.
Certains des gars étaient
prêts à tout. Mercredi,
il est encore prévu une
Assemblée générale, puis
une manifestation à Pom-
pey. Mais les syndicats ne
sont pas d'accord. La
CFDT propose de faire ar-
rêter le travail à tout le
monde, ce que refuse la
CGT.

Sur les conditions de
travail, le pire, c'est les

coulées qui marchent mal,
où tu te retrouves avec les
habits en amiante sur le
dos pendant deux, trois
heures. Avec la suppres-
sion de bonshommes, la
restructuration, ce ne sera
pas possible le boulot.
Ou à la chaleur, à la pou-
ssière, à tout moment, tu
risques la chute si tu fais
une fausse manœuvre,
la chute dans une poche
de fonte. En plus, c'est
les feux continus, Noël,
Pâques, Nouvel An,
on ne connaît pas tout ça
et tout ça pour des salai-
res de 2 700 F à 3 500 F.
On n'est pas payé. On a
appris qu'un directeur de
l'usine gagnait 11 fois la
paye d'un fondeur. Les
gars, après 20 ans de
hauts-fourneaux, ils sont
plus vieux que leur âge.
C'est surtout pénible l'été
où on perd je ne sais com-
bien de litres d'eau pen-
dant une coulée. La lutte,
ce sera dur, ça peut servir
de détonateur pour toute
la sidérurgie, pour
Neuves-Maisons et puis
partout, ça peut inciter
les gars à y aller. »